

UNIVERSITÉ DE PARIS

LES PROTESTANTS
ET
l'Assemblée Constituante

DE 1789

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

POUR OBTENIR LE GRADE DE BACHELIER EN THÉOLOGIE
et soutenue publiquement le 25 Juin 1901, à 4 heures

PAR

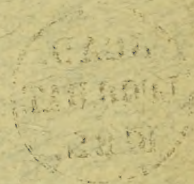
Honorat TAQUET



CANORS

IMPRIMERIE A. COUESLANT, 1, RUE DES CAPUCINS

1901



UNIVERSITÉ DE PARIS

LES PROTESTANTS
ET
l'Assemblée Constituante
DE 1789

~~~~~

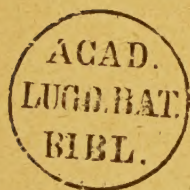
THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE  
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

POUR OBTENIR LE GRADE DE BACHELIER EN THÉOLOGIE  
*et soutenue publiquement le 25 Juin 1901, à 4 heures*

PAR

**Honorat TAQUET**



CAHORS

IMPRIMERIE A. COUESLANT, 1, RUE DES CAPUCINS

—  
1901

UNIVERSITÉ DE PARIS

---

FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE

---

*Examineurs de la soutenance :*

|                                             |               |
|---------------------------------------------|---------------|
| M. BONET-MAURY, Président de la soutenance. |               |
| MM. BONET-MAURY,                            | } Examineurs. |
| E. VAUCHER,                                 |               |
| J. RÉVILLE,                                 |               |

---

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

N° 315

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

A M. LE PASTEUR F. GAUDARD

A M. ARMAND LODS



## Bibliographie

---

- MAVIDAL et LAURENT. — *Archives parlementaires*, recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises, imprimé par ordre du Sénat et de la Chambre des députés. — Paris 1875, 1<sup>er</sup> livre (1787-1795).
- BARRÈRE. — 1<sup>o</sup> *Rapport fait au nom du comité des domaines sur la restitution des biens des religionnaires fugitifs et autres, dont les biens ont été confisqués pour cause de religion*. — Imprimé par ordre de l'Assemblée nationale, Paris 1790.  
2<sup>o</sup> *Rapport fait au nom du comité des domaines sur la régie et l'administration des biens des religionnaires fugitifs pendant les trois années portées par l'article XX du décret du 9 décembre 1790*. — Imprimé par ordre de l'Assemblée nationale, Paris 1791.
- LEMONTEY. — *Du droit des non-catholiques aux Etats-généraux ou examen impartial d'un écrit intitulé : Réflexions sur la question de savoir si les protestants peuvent être électeurs et éligibles pour les Etats-généraux*. — Bibliothèque de Lyon, n<sup>o</sup> 25.584 bis, in-8.
- VERNET. — *Essai sur cette question, la plus importante du droit public français : Les protestants ont-ils le droit de voter aux Etats-généraux, sont-ils investis du pouvoir législatif ?* — Bibliothèque de Lyon, n<sup>o</sup> 25.584 bis, in-8.
- BUCHEZ. — *Histoire parlementaire de la Révolution française*.
- ANQUEZ. — *L'état-civil des réformés de France*. — Paris 1868.
- MIGNET. — *Histoire de la Révolution française*. — Paris 1845.
- QUINET. — 1<sup>o</sup> *La Révolution* ;  
2<sup>o</sup> *Le Christianisme et la Révolution*. — Paris 1857.
- CHASSIN. — *Le génie de la Révolution*.
- ROUVIÈRE. — *Les religionnaires des diocèses de Nîmes, Alais et Uzès et la Révolution française*. — Paris, Fischbacher 1889.
- DE PRESSENSÉ. — *L'Eglise et la Révolution française*. — Paris, Meyrueis 1867.
- AULARD. — *Les orateurs de l'Assemblée Constituante*. — Paris, Hachette 1882.

- N. WEISS. — *Les séances des 22 et 23 août 1789.* — *Bulletin*, 15 novembre 1889.
- J. PANNIER. — *La loi du 15 décembre 1790.* — *Bulletin*, 15 mars 1891.
- A. LODS. — *L'opposition du Clergé à l'Edit de Tolérance.* — *Revue de la Révolution française*, août 1897.
- G. BONET-MAURY. — *Histoire de la liberté de conscience en France depuis l'Edit de Nantes jusqu'à juillet 1870.* — Paris, Alcan 1900.
-

## Introduction

---

### Esquisse de l'état juridique des protestants au XVIII<sup>e</sup> siècle, avant la convocation des Etats généraux.

*Il n'y a plus de protestants en France*, telle est l'odieuse et mesquine ironie d'une tyrannie poussant jusqu'au délire la rage de la persécution, la vaine subtilité de jurisprudence sur laquelle va s'appuyer, jusqu'en 1787, la législation du XVIII<sup>e</sup> siècle à l'égard des réformés. Le 8 mars 1715, quelques mois avant sa mort, Louis XIV signait en effet une dernière déclaration destinée, dans la pensée de ses confesseurs jésuites, à couronner l'œuvre poursuivie pendant toute la durée de son règne avec tant de cruauté méthodique et réfléchie, tant d'implacable ténacité : l'extermination de l'hérésie. Le seul préambule de cette ordonnance fait frissonner, disait plus tard le baron de Breteuil dans son rapport à Louis XVI en faveur des protestants : « Loi qui ordonne que ceux qui auront déclaré qu'ils veulent persister et mourir dans la religion prétendue réformée (R. P. R.), soit qu'ils aient fait abjuration **ou non**, seront réputés relaps ». Jusqu'alors malgré les efforts du clergé échangeant tous les cinq ans aux Assemblées générales le « Don gratuit » contre une nouvelle mesure de persécution, malgré le zèle des « missions bottées », les rapt d'enfants, les conversions par lettres de cachet ou à prix d'argent, le grand roi n'avait pas encore osé nier l'évidence elle-même, l'unité de la foi n'était pas

encore réalisée. Aujourd'hui c'en est fait ; la religion catholique est obligatoire pour tous les Français, la R. P. R. un mauvais souvenir et l'unité religieuse du royaume, la pensée si chère à Louis XIV, un fait achevé ! « Le séjour, est-il dit dans le corps de la déclaration, que ceux qui ont été de la R. P. R. ou qui sont nés de parents religionnaires ont fait dans notre royaume, depuis que nous avons aboli l'exercice de ladite religion, est une preuve plus que suffisante qu'ils ont embrassé la religion catholique, sans quoi ils n'y auraient pas été soufferts ni tolérés. »

La capitale compte plus de soixante mille réformés, le royaume plus d'un million ; peu importe, le législateur, d'un trait de plume, les a « en quelque sorte retranchés de la race humaine <sup>1</sup> » ; on ne sévira plus désormais que contre des « fugitifs rebelles » ou des « nouveaux convertis ».

Les conséquences de cette fiction légale sont terribles. C'est le clergé catholique qui, depuis le xvi<sup>e</sup> siècle, est chargé de la tenue des registres de l'état civil : il ne reste donc pour toute union non bénie par l'Eglise que l'épithète flétrissante de concubinage et pour les enfants qui en naissent celle de bâtards <sup>2</sup>.

On pouvait ne pas reconnaître les naissances d'enfants protestants, mais à chaque instant des prêtres refusent d'accorder aux cadavres de personnes « décédées dans les sentiments de la R. P. R. » la sépulture ecclésiastique.

Il y eut bien aussi quelques défections, les prêtres virent venir à eux des protestants réclamant pour leur union la

<sup>1</sup> Rapport de Breteuil.

<sup>2</sup> On sait, si difficile que cela paraisse après les nombreux édits promulgués de 1685 à 1715, que des mariages en grand nombre avaient cependant eu lieu, non seulement au « Désert », mais à Paris dans les chapelles des ambassades étrangères et en province par devant notaires.

bénédiction de l'église romaine, mais il suffit que quelques hommes à la foi vivante se retrouvent, il suffit de quelques « prédicants » du pur évangile, d'un Antoine Court, d'un Pierre Carrière (dit Corteis), d'un Jean Vesson, pour qu'aussitôt la flamme qui ne faisait que sommeiller, qui bien souvent n'était que cachée, brille d'un éclat nouveau. On brave tous les dangers pour aller en pleine campagne, dans le creux d'un rocher, chanter un psaume en commun, entendre la lecture et l'interprétation de l'Écriture par ces vrais serviteurs, exerçant leur ministère avec d'autant plus de joie et de fidélité que les circonstances le rendaient plus périlleux, et là des enfants sont baptisés, des bans publiés, des unions bénies.

Louis XV se voit dans l'obligation, tout en s'appuyant par une étrange inconséquence sur la même présomption de droit, de donner un démenti à la parole de Louis XIV. Le 14 mai 1724 le roi signe un nouvel édit, ordonnant une nouvelle persécution, « dans laquelle les tribunaux, le gouvernement et des ministres de l'église se réunirent pour faire exécuter des lois inexécutables <sup>1</sup>. » L'auréole du martyr vient désormais donner à la tâche des prédicants une grandeur imposante, leur tête est infailliblement l'enjeu de leur fidélité à la parole de leur divin Maître<sup>2</sup>. En effet « les prédicants seront punis de mort, sans que cette peine pût à l'avenir être réputée comminatoire. »

Ils sont traqués, leur donner asile c'est s'exposer aux galères, à la confiscation; les dénoncer au contraire, c'est gagner une prime importante, 5,500 livres.

<sup>1</sup> Rapport fait au nom du Comité des domaines sur la restitution des biens des religionnaires fugitifs et autres, dont les biens ont été confisqués pour cause de religion par Barrère. Imprimé par ordre de l'Assemblée nationale. Paris 1790.

<sup>2</sup> Moururent sur l'échafaud de 1724 à 1762, les pasteurs Alexandre Roussel (1728), Pierre Durand (1732), Jacques Roger (1745), François Bénézet (1752), Etienne Tessier (1756), François Rochette avec les trois frères Grenier (1762).

L'ordonnance renouvelle, en recommandant de tenir plus sévèrement encore la main à leur exécution, les mesures relatives au mariage ; les unions non bénies par l'Eglise sont illégitimes, les enfants voués à la réprobation et, sans aucun droit civil. Comme le mariage, la naissance et la mort sont également impossibles, pour ainsi dire, hors l'Eglise. L'édit ordonne « à ceux qui ont autrefois professé la R. P. R. de faire baptiser leurs enfants dans les 24 heures aux paroisses de leurs domiciles. » Le prêtre peut pénétrer à loisir près du lit du malade, lui apporter les derniers sacrements, accompagné au besoin d'huissiers et de recors. L'agonisant refuse-t-il une dernière fois de renier la foi que les plus atroces persécutions seules l'ont empêché de professer publiquement pendant sa vie, son cadavre est jeté à la voirie et ses biens confisqués. L'ordonnance a tout prévu : les enterrements secrets sont punis de galère à perpétuité. Le malade vient-il à guérir après avoir refusé les sacrements, ses biens lui sont ravis, lui-même est banni ou plus souvent condamné aux galères<sup>1</sup>. Puisque, de par le roi, tous les Français sont catholiques, aucune fonction publique, aucun emploi n'est accessible à qui n'a pas un certificat de catholicité ; que l'on veuille prendre un grade dans une université, devenir avocat, médecin, notaire, agent d'un service public, apprenti dans un atelier, il faut l'attestation du curé de la paroisse.

Telle fut pendant toute la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, la situation faite aux protestants, tel fut, conseillé par des prêtres du Dieu d'amour, « le genre de persécu-

<sup>1</sup> « L'exil eût été un bienfait. C'est pourquoi sous peine de galères perpétuelles, on défendit la sortie du royaume... On ne voulait pas proscrire le protestantisme, on voulait l'étouffer. »

*Les religionnaires des diocèses de Nîmes, Alais et Uzès et la révolution française*, p. 1 Rouvière. Citation des *Hérétiques et Révolutionnaires* de Dide.

tions inouï, le plus odieux qui ait jamais existé chez aucun peuple<sup>1</sup>. » Il semblait bien, à vues humaines, que l'unité religieuse de la France ne pouvait tarder à passer du domaine des illusions dans celui de la réalité. Aux familles fugitives réfugiées à l'étranger depuis la révocation de Nantes et qui avaient conservé au fond du cœur l'amour de la patrie qui les avait chassés, la déclaration de 1724 répondait par un nouvel ordre d'exil ; à celles qui étaient encore en France, une seule alternative paraissait rester : les galères, l'échafaud ou l'Eglise. La nuit était sombre, l'angoisse étreignait tous les cœurs, mais Dieu qui les éprouvait était cependant avec ceux qui avaient préféré Lui obéir plutôt qu'aux hommes. Rulhière l'a dit, « le jour même de l'interdiction du culte public avait vu commencer le culte secret. » En 1730 un synode provincial fut tenu dans les Cévennes.

La guerre de la succession d'Autriche amenant une légère accalmie pour les malheureux persécutés, un synode national fut même tenu et dans la séance du 20 juin les protestants y prièrent en commun pour leur bourreau malade. Un nouveau souffle de vie spirituelle avait passé sur l'église protestante, l'arbre qui avait plié un instant sous l'orage se redressa, revivifié par une nouvelle sève.

La seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle devait enfin faire cesser ce contraste si choquant et si révoltant d'une nation faisant parade de sentiments d'humanité et de justice et enserrant dans ses frontières, pour les persécuter, la vingtième partie de ses sujets, d'une France à l'esprit philosophique, sceptique, irréligieux même, et vouant aux pires tortures ceux qui prétendaient adorer Dieu suivant leur foi et leur conscience. Les protestants étaient pour longtemps encore sous le coup des mêmes menaces, mais

<sup>1</sup> *Eclaircissements*. Rulhière, t. II, p. 4.

l'exécution n'en était plus si cruelle ; l'aurore d'un jour nouveau semblait poindre. Les prêtres furent les derniers à désarmer, mais voici se lever toute une phalange d'apôtres de la liberté, d'avocats désintéressés des causes justes ; ces volontaires du droit, comme les appelle un poète Laurent-Pichat, vont enfin, ne pouvant contenir leur indignation à la vue de pareilles iniquités, donner le premier assaut à la citadelle du fanatisme et de la tyrannie, les idées de largeur et de tolérance vont enfin se dresser en face de l'esprit clérical ! Des écrivains, des avocats, des conseillers du Parlement, des ministres du roi vont éclairer l'opinion publique, la soulever, la mettre du côté des victimes contre les persécuteurs : ce sont les Turgot (*Lettres sur la tolérance* 1753, *le Conciliateur* 1754), les Joly de Fleury (*Mémoires* 1752), les Rippert de Montclar (*Mémoires* 1755), Gilbert de Voisins (*Mémoires sur les moyens de donner aux protestants un état civil en France* 1767), Voltaire (*Commentaire sur Beccaria* 1772, *Traité de la tolérance, à l'occasion de la mort de Calas*), Servan (*Réquisitoire dans la cause d'un femme protestante, Marie Robequin*, 1766), Condorcet (*Réflexions d'un citoyen catholique sur les lois de France relatives aux protestants*, 1778, *Recueil des pièces sur l'état des protestants*, 1781), Neker, La Fayette, Robert de Saint-Vincent, Malesherbes, Breteuil<sup>1</sup> ! Ne l'oublions pas, la fameuse présomption de droit qu'il n'y a plus de réformés existe toujours, mais quelques faits significatifs montrent que la cause des protestants a fait de singuliers progrès<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> C'est aussi à ce moment que Rabaut de Saint-Etienne publie le « Vieux cévenol ou anecdotes de la vie d'Ambroise Borely » et « Justice et nécessité d'assurer en France un état civil aux protestants. »

<sup>2</sup> Rabaut de Saint-Etienne vient à Paris plaider la cause de ses coreligionnaires, 1755. La correspondance de Paul Rabaut et de Lecointe (agent des églises réformées à Paris) nous apprend que les protestants furent pressentis dans le but de participer au relèvement des finances

Le 19 novembre 1787, un édit de Tolérance en 37 articles est enfin présenté au Parlement; Louis XVI a reconnu que la fiction légale affirmant qu'il n'y a en France que des catholiques était inadmissible ! Il est impossible que « ceux qui ne font pas partie de la religion catholique restent, plus longtemps, privés des droits que la nature ne cesse de réclamer en leur faveur, dépouillés de toute existence légale », mais ils ne tiendront de la loi que « ce que le droit naturel ne permet pas de leur refuser. Sa Majesté, dit M. de Lamoignon en présentant l'édit au Parlement, « prescrit les formes légales qui doivent constater la naissance, le mariage et la mort de ses sujets non-catholiques, et borne sa justice à leur égard à ces facultés primitives qui sont un droit sacré de la nature plutôt qu'un bienfait arbitraire des lois. » Les naissances seront constatées soit par l'acte de baptême, soit par la déclaration qu'en feront devant le juge du lieu le père avec deux témoins, ou en son absence quatre témoins agissant au nom de la mère (articles 25 et 26).

Les unions peuvent également être célébrées avec tous leurs effets légaux, après publication des bans, devant un officier de l'état civil, celles célébrées avant 1787 peuvent aussi être légitimées devant le premier magistrat de la justice du lieu (art. 21-14). Les décès des non-catholiques doivent de même être dénoncés, soit au curé, soit au juge, et « un terrain convenable et décent » leur sera réservé dans chaque bourg, village ou ville (art. 27 et 30). Les protestants pourront aussi jouir librement de leurs biens et propriétés et exercer leur profession, sauf les charges de judicature et municipalités, sans qu'ils puissent être troublés sous prétexte de religion<sup>1</sup>.

du royaume ; c'est le projet connu sous le nom de « banque protestante » 1759. Le pasteur de Lemé (Picardie) fut sommé par un *huissier royal* de bénir un mariage. Cf *Bulletin t. VIII, p. 517*).

<sup>1</sup> « Vingt-cinq ans auparavant J.-J. Rousseau se contentait à moins,

De nombreuses restrictions accompagnaient cet édit : « La religion catholique continuera seule à jouir des droits et honneurs du culte public », les non-catholiques sont tenus de contribuer aux frais de ce culte, à l'entretien des églises et d'observer les fêtes commandées, il leur est interdit de se regarder « comme formant une communauté particulière, ou formuler en nom collectif aucune demande ou faire aucun acte quelconque<sup>1</sup> », mais une parcelle de justice vient cependant d'être obtenue; désormais les protestants ont le droit de naître, vivre, se marier et mourir!

L'édit autorisant tacitement le culte privé, de nombreux pasteurs franchissent la frontière et aussitôt la vie religieuse prend un nouvel essor. La haine du clergé en devient d'autant plus violente.

L'assemblée générale du clergé réunie à Paris en 1788 rappelle à Louis XVI dans ses « *Remontrances sur l'édit concernant les non-catholiques* » les glorieux exemples donnés par Louis XIV en 1685 et Louis XV en 1724 et s'écrie : « Ah! Sire, quelle source inépuisable d'amertumes pour l'Eglise et de séductions pour ses enfants si l'indulgence de la nouvelle législature préparait la voie à un tolérantisme universel<sup>2</sup>! » L'évêque de La Rochelle,

Dans sa lettre à Christophe de Beaumont, il disait au sujet des adoucissements qui devaient être introduits dans la législation concernant les réformés : « Tout tend parmi nous aux emplois, aux charges, tout veut acheter le droit de mal faire ; Paris et la cour engouffrent tout. Laissons ces pauvres gens remplir le vide des provinces ; qu'ils soient marchands et toujours marchands, laboureurs et toujours laboureurs. Ne pouvant quitter leur état, il en tireront le meilleur parti possible : ... ils feront valoir le commerce et l'agriculture que tout nous fait abandonner ; ils alimenteront notre luxe ; ils travailleront et nous jouirons ». Citation d'Anquez : *l'état civil des réformés* p. 251.

<sup>1</sup> Cette réserve explique pourquoi, en 1789, les protestants ne rédigeaient pas de doléances particulières.

<sup>2</sup> Mais qu'importait après la bataille ces coups de feu isolés. L'armée de l'intolérance et du fanatisme était en pleine déroute, une grande victoire avait été remportée par les partisans de la liberté religieuse en France. La Révolution de 1789 allait achever l'œuvre si justement commencée par Louis XVI. *Histoire de la liberté de conscience en France depuis l'édit de Nantes jusqu'en juillet 1870*, par Gaston Bonet-Maury, Paris, Alcan 1900.

Mgr de Crussol (d'Uzès) prêcha ouvertement la révolte contre l'édit et le premier avocat du roi en la sénéchaussée, Ch. J. Marie Alquier dût rappeler à la décence ce prêtre qui « osait exciter la résistance la plus criminelle à un édit à jamais mémorable<sup>1</sup> »

L'attitude de l'Académie Française, tranche nettement et d'une façon heureuse avec celle du clergé. A la fin de l'année 1788 elle décerne le prix de poésie à Fontanes, descendant d'une famille calviniste, qui avait entonné un hymne en faveur de l'Edit de 1787 :

« Moi né d'aïeux errants, qui, dans le dernier âge,  
Du fanatisme aveugle ont éprouvé la rage,  
Puis-je ne pas chanter cet édit immortel  
Qui venge la Raison sans offenser l'Autel ?  
.....  
..... Accourez dans ces lieux  
Où nos pères jadis ont aimé vos aïeux,  
Disciples de Calvin, familles fugitives,  
Qu'une loi tyrannique éloigna de nos rives,  
Sous la garde des lois et sous l'ombre des lys,  
Vos filles sans effroi s'uniront à nos fils !  
Vous naîtrez citoyens et vos cendres vengées  
Par le trône et l'autel dormiront protégées. »

Les Etats-Généraux qui, selon l'expression pittoresque de Mirabeau, accouraient à cheval alors que le roi n'avait pas voulu les laisser venir à pied, allaient fournir au clergé une nouvelle occasion d'exhaler sa colère. Il s'agit maintenant d'empêcher les non-catholiques de participer à la nomination des députés aux Etats-Généraux et à cet effet l'on invoquera l'édit de 1797 si violemment attaqué.

Les bourgeois de Lyon, réunis en janvier 1789, au couvent des Carmes, pour discuter des pouvoirs des députés et de ceux chargés de les nommer, agitent cette question. Une brochure : « *Réflexions sur la question de savoir si les protestants peuvent être électeurs et éligibles*

<sup>1</sup> Réquisitoire ou dénonciation du premier avocat du Roi, concernant le mandement de l'évêque de cette ville. B. N., Ld<sup>4</sup> 3048.

*pour les Etats-Généraux* <sup>1</sup> » nous fournit les arguments juridiques avancés pour exclure les protestants des Assemblées électorales. Le raisonnement de l'auteur ne manque pas d'une certaine valeur logique : les charges de judicature, de provision royale ou seigneuriale, les offices municipaux, les chaires de l'enseignement public sont, d'après l'article 1<sup>er</sup> de l'édit de 1787, formellement interdits aux protestants qui se trouvent ainsi privés d'une partie des droits du citoyen, l'entrée du tiers état qui jouit de la plénitude de ces droits leur est donc fermée. Ils ne peuvent davantage avoir la prétention de former un ordre à part, le préambule de l'édit, nous l'avons montré, est explicite à cet égard. La conclusion s'impose d'elle-même ; les protestants doivent être exclus et des assemblées électorales et des Etats-Généraux. L'avocat Lemoutey <sup>2</sup> entreprit de réfuter cette argumentation, « de saper par les fondements ce monument bizarre aux matériaux anciens et encore noircis par les bûchers du fanatisme. » Il démontra que la loi, en n'exigeant pas de l'électeur un certificat de catholicité, le considérait surtout comme Français et sujet du roi sans préoccupation de sa religion, que les non-catholiques avaient des droits de cité suffisants pour être électeurs et que la faculté d'élire et d'être élu étant indivisible, aucun triage humiliant ne pouvait avoir lieu dans l'assemblée des électeurs. Un autre avocat Vernet <sup>3</sup>, combattit à son tour en reprenant et développant celle d'Andrieux-

<sup>1</sup> A propos de cette brochure, l'abbé Guillou de Montléon s'exprime ainsi dans son *Histoire du siège de Lyon* : « On doit cette brochure à un honnête négociant nommé Andrieux-Poulet. » Citation de l'article de M. A. Lods. *Revue de la Révolution française*. 14 août 1897, p. 131.

<sup>2</sup> *Du droit des non-catholiques aux Etats-généraux ou examen impartial d'un écrit intitulé : Réflexion sur la question de savoir si les protestants peuvent être électeurs et éligibles pour les Etats-généraux.* — Bibliothèque de Lyon, n° 25.584 bis, in-8.

<sup>3</sup> Essai sur cette question la plus importante du droit public français : Les protestants ont-ils le droit de voter aux Etats-généraux ? Sont-ils investis du pouvoir législatif ? — Bibliothèque de Lyon, n° 25.584, in-8.

Poulet la thèse de Lemoutey. Les protestants trouvaient également en J.-B. Louis Marie de la Reynie un autre défenseur qui devait faire arriver leurs réclamations jusqu'à Louis XVI.

Le règlement électoral du 24 janvier 1789, grâce à Necker, donnait gain de cause aux non-catholiques, en ne les frappant d'aucune incapacité. D'après les articles 25, 35 et 49 de ce règlement, tous les habitants composant le tiers état, nés français ou naturalisés, âgés de 25 ans, domiciliés et compris au rôle des impositions, sont appelés à faire partie de l'assemblée de chaque ville, paroisse, communauté ou bourg chargés de concourir à la rédaction des cahiers et de nommer des délégués aux assemblées de baillages ou de sénéchaussées à qui appartient le droit d'élire des députés aux Etats-généraux. Le préambule de ce règlement est encore plus formel, le roi, y est-il dit, « a voulu que ses sujets fussent *tous* appelés à concourir aux élections des députés qui doivent former cette grande et solennelle assemblée <sup>1</sup> ». Les persécutés peuvent espérer d'avoir des défenseurs <sup>2</sup> dans la grande assemblée du peuple ; la voix de la justice a eu le dernier mot.

Le clergé qui ne se tient pas encore pour battu, se concerta pour un nouvel assaut. Presque tous ses cahiers, d'une façon plus ou moins absolue, avec plus ou moins de violence, font entendre les mêmes protestations : la religion catholique, apostolique et romaine qui est la seule vraie, doit seule avoir le libre exercice du culte et prendre le titre de *religion dominante, religion nationale, religion de l'Etat*. Le clergé de Paris est explicite à ce sujet :

<sup>1</sup> Réimpression du Moniteur. Introduction historique, p. 557.

<sup>2</sup> « Quinze protestants furent élus, un seul ministre Rabaut Saint-Etienne, Boissy d'Anglas, homme de lettres, Mestre, Garresché, Couderc, et autres hommes de mérite qui ne se sont attiré aucun reproche. » *Recueil de discours*, p. 94. Blachont.

« Que la religion catholique soit maintenue dans toute son intégrité, qu'à elle seule appartienne exclusivement le culte extérieur et public sans qu'il puisse jamais être accordé à aucun autre <sup>1</sup> ». Le clergé d'Orléans : « La religion catholique, apostolique et romaine étant la religion dominante dans le royaume sera la seule dont l'exercice public sera permis, il sera défendu aux protestants de tenir aucune assemblée <sup>2</sup> ». Les cahiers du clergé de Metz demandent formellement la révocation de l'édit de 1787 : « Que l'édit du mois de novembre de 1787 en faveur des non-catholiques, soit révoqué comme contraire aux lois ecclésiastiques avouées et adoptées par plusieurs actes émanés de l'autorité des lois <sup>3</sup> ». Les protestants noyés dans la masse semblent de nouveau en grand danger au milieu de cette levée de boucliers. De nombreux cahiers du tiers s'unissent en effet au clergé pour faire entendre les mêmes protestations. Le tiers état d'Orléans demande : « que la religion catholique, apostolique et romaine sera gardée et maintenue dans toute sa pureté ; que seule elle aura l'exercice public dans le royaume, que les non-catholiques jouiront de l'état-civil mais seront tenus de garder le silence sur la matière de la religion <sup>4</sup>. »

Quelques voix, bien faibles, bien timides il est vrai, vont cependant s'élever en faveur des protestants pour demander à l'Assemblée Nationale de compléter l'œuvre de réparation commencée par le roi. A Nîmes le tiers état, exagérant même la portée de l'édit, écrit : « il sera représenté, sur la liberté de penser, que rien n'est plus digne de Sa Majesté que d'avoir permis la libre profession de

<sup>1</sup> *Archives parlementaires, recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises* » par Mavidal et Laurent, t. V, p. 231, art. 1.

<sup>2</sup> id.

t. VI, p. 671, art. 1.

<sup>3</sup> id.

t. III, p. 761, art. 2.

<sup>4</sup> *Archives parlementaires*, t. VI, p. 649, art. 3.

toute religion fondée sur la saine morale, seul moyen d'éclairer les hommes et les porter à la vertu, ouvrage sagement commencé par l'édit de 1787 et qui attend son complément des vues supérieures de sa Majesté et du progrès des Lumières de la Nation<sup>1</sup> ». De même les cahiers de Nérac, Montpellier, Montargis, Issoudun, demandent au roi de donner à l'Edit la suite que la nation attend de sa justice et de sa bonté, d'admettre les non-catholiques à toutes les charges et emplois sans distinction, de restituer aux héritiers les biens de leurs ancêtres et de leur donner ainsi un désir plus vif de rentrer dans leurs foyers<sup>2</sup>. Et la liberté du culte? Un examen minutieux des cahiers des Etats-Généraux nous a convaincu qu'une seule voix s'était formellement, explicitement, élevée en sa faveur, celle des habitants de la ville de Bellocq-en-Béarn : « Qu'à l'état-civil déjà accordé aux non-catholiques, le monarque soit supplié, par une suite de sa bonté pleine de justice, de leur accorder également la liberté du culte avec celle du rétablissement de leurs anciens temples pour leurs prières<sup>3</sup>. »

Telle est, à la veille de l'ouverture des Etats-Généraux la situation des protestants. Juridiquement ils ne sont plus au ban de la nation, leur existence légale est reconnue, un état-civil leur est accordé, mais leurs prérogatives ne s'étendent guère plus loin; comme citoyens ils sont encore exclus d'une grande partie des charges et en matière de religion ils n'ont qu'un droit, celui de se laisser ignorer. En fait, escomptant la victoire de ce lendemain plus propice dont ils s'étaient obstinément refusé à désespérer, ils avaient déjà rétabli en bon nombre d'endroits le culte public<sup>4</sup>. La définition de la foi donnée par l'auteur

<sup>1</sup> Archives parlementaires, t. IV, p. 242, art. 3.

<sup>2</sup> id. t. IV, p. 55, art. 6; t. IV, p. 30, art. 12; t. II, p. 332, art. 52.

<sup>3</sup> Archives parlementaires, t. II, p. 276, art. 59.

<sup>4</sup> Nous ne nous occuperons pas dans ce travail des luthériens d'Al-

de l'épître aux Hébreux (XI, 1 , a reçu peu d'illustrations aussi puissantes que celle donnée par les huguenots dans cette période dont nous avons essayé d'esquisser l'histoire. *La foi est une ferme conviction de choses qu'on espère, une absolue certitude de faits qu'on ne voit pas.*

sace et du pays de Montbéliard ; M. A. Lods vient de traiter spécialement et magistralement la question. Cf. *Les luthériens d'Alsace devant l'Assemblée constituante*, Paris, Fischbacher, 1900 ; *les luthériens d'Alsace et du pays de Montbéliard pendant la Révolution*, Paris, Fischbacher, 1898.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### La liberté de conscience à la Constituante.

---

Les Etats généraux se réunirent le 5 mai 1789 ; le 17 juin, sur une motion de Sieyès, le tiers état dont seul les pouvoirs avaient été légalisés, déclarait être la représentation de la France ; l'Assemblée des Etats devenait l'Assemblée du peuple. Quelques mois après, dans une marche foudroyante, avec ces deux étapes capitales, le 14 juillet et le 4 août, la prise de la forteresse de la tyrannie et « la Saint-Barthélémy des abus <sup>1</sup> », l'Assemblée nationale avait posé les principaux jalons de la Révolution, sapé par la base l'édifice de la royauté absolue et déblayé de ses décombres, pour y établir la nouvelle constitution, le terrain de l'ancien régime.

L'Assemblée devient alors Constituante ; après avoir détruit elle va poser de nouvelles assises. En vraie fille de la philosophie, élève du siècle de Rousseau, Diderot, Montesquieu, Voltaire, son premier soin est de proclamer dans une déclaration de principes généraux son affranchissement, d'écrire la préface de l'œuvre gigantesque qu'elle entreprend. Le 12 août 1789 un comité de 5 membres est chargé, après avoir examiné les divers projets rédigés à ce sujet, de présenter à l'Assemblée une déclaration des droits de l'homme et du citoyen. De nombreux projets furent présentés ; Rabaut de Saint-Etienne saisit immédiatement cette occasion de plaider en faveur de ses

<sup>1</sup> *Histoire de la Révolution française*. Mignet, p. 72.

frères. Lui aussi, tout en se déclarant prêt à se rallier à la déclaration de l'abbé Sieyès légèrement modifiée, en présente une dans laquelle la liberté en général, et la liberté religieuse en particulier, est ainsi définie :

« Nul homme n'est responsable de sa pensée et de ses sentiments et personne ne peut lui en demander compte. Les consciences sont parfaitement libres : nul n'a le droit de les gêner et chacun a celui de professer librement la religion qu'il croit la meilleure.

« Hors ce en quoi il pourrait nuire à autrui, la société ne peut contraindre aucun homme dans ses pensées, dans ses opinions, dans sa religion, dans ses discours, dans ses écrits, dans ses actions <sup>1</sup>. »

Ce langage était digne de cette grande Assemblée ; l'étonnement que nous éprouvons de lui voir préférer quelques jours plus tard un langage ambigu qui semble de nouveau ne connaître qu'une religion, diminue si nous nous rappelons l'intolérance toujours aussi vivace dont était animée l'Eglise catholique et l'esprit dans lequel avaient été rédigés la plupart des cahiers.

Le 19 août la majorité de l'Assemblée, rejetant avec tous les autres projets celui de Rabaut, se décidait, en se réservant expressément de la discuter article par article, pour la déclaration en 24 articles présentée par le sixième bureau dans la séance du 12 août <sup>2</sup>.

Trois articles y ont trait à la liberté religieuse.

Art. XVI. — La loi ne pouvant atteindre les délits secrets, c'est à la religion et à la morale de la suppléer. Il est donc essentiel pour le bon ordre même de la société que l'une et l'autre soient respectées.

<sup>1</sup> *Principes de toute constitution soumis à l'Assemblée nationale par M. Rabaut de Saint-Etienne. Annexe à la séance du 12 Août 1789. Archives parlementaires.*

<sup>2</sup> Annexe à la séance du 12 août 1789. *Archives parlementaires* t. VIII. p. 432.

Art. XVII. — Le maintien de la religion exige un culte public. Le respect pour le culte public est donc indispensable.

Art. XVIII. — Tout citoyen qui ne trouble pas le culte établi ne doit point être inquiété.

Combien différente du langage de Rabaut cette proposition, vague à dessein, qui de nouveau ne mentionne qu'une religion et ne réclame le respect que pour un culte, ceux de la majorité évidemment, la religion et le culte catholiques !

Ces articles qui devaient donner lieu à des séances violentes et troublées vinrent à l'ordre du jour le samedi 22 août 1789<sup>1</sup>, sous la présidence de M. Clermont-Tonnerre. Ce ne fut qu'une première escarmouche sans résultat décisif. Après avoir eu si souvent à déplorer l'attitude de fanatique intolérance et de haine si peu chrétienne des catholiques envers les réformés, nous avons le plaisir ici de mettre en relief le langage vraiment chrétien et libéral d'un autre catholique, le comte de Castellane.

Le premier, dès que les articles eurent été déposés, de Castellane monta à la tribune pour faire entendre ces vérités élémentaires. La France, dit-il en substance, est en majorité catholique, mais les Français qui ne le sont pas n'en doivent pas moins jouir de tous les droits qui appartiennent aux autres hommes. Le plus sacré de tous les droits étant celui de la liberté des opinions religieuses et la faculté pour chacun de servir Dieu selon sa conscience, il propose de remplacer les art. 16, 17 et 18 par cet article unique :

« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses, ni troublé dans l'exercice de sa religion. »

Le haut clergé, peu soucieux de voir enlever au catholicisme le monopole de religion nationale que lui laissaient

<sup>1</sup> Cf. *Archives parlementaires*, t. VIII, p. 472, 73.

toujours les articles de la déclaration proteste aussitôt par la bouche d'un de ses membres, l'évêque de Clermont. M. de Bonnal rappelant la belle maxime de Plutarque « que l'on élèverait plutôt une ville dans les airs que de fonder une république qui n'aurait pas pour principe le culte des dieux » se borne à demander que les principes de la constitution française reposent sur la religion comme sur une base éternelle. Cette religion, c'est la religion catholique ; l'avenir réservé à la liberté religieuse par la constitution à laquelle elle servira de base, le passé est là pour en témoigner ! Pour son honneur l'Assemblée ne feignit point de s'y tromper. M. de Laborde vint protester énergiquement à la tribune contre cette prétention de commander aux opinions, « le despotisme le plus cruel de tous », dire son étonnement profond de voir des chrétiens invoquer l'autorité civile pour une religion qui ne doit se maintenir que par la pureté de sa doctrine dont le premier commandement est l'amour, et après avoir montré les tristes effets de l'intolérance en Europe, réclamer hautement la tolérance pour tous.

La tolérance ! La voix puissante de Mirabeau s'élève : « Je ne viens pas prêcher la tolérance. La liberté la plus illimitée de religion est à mes yeux un droit si sacré que le mot tolérance qui essaie de l'exprimer me paraît en quelque sorte tyrannique lui-même puisque l'existence de l'autorité qui a le pouvoir de tolérer attente à la liberté de penser par cela même qu'elle tolère et qu'ainsi elle pourrait ne pas tolérer ». Mirabeau défend ici une cause qui lui est au fond profondément indifférente ; cet orateur incomparable dont ce fut tout à la fois la grandeur et la faiblesse, dit M. Aulard, « d'avoir été grand sans puiser son inspiration aux sources morales <sup>1</sup> », était en effet très

<sup>1</sup> Aulard, ouv. cité p. 91.

sceptique sur tout ce qui concernait la foi, le salut de l'âme, les grands problèmes qu'il appelait dédaigneusement métaphysiques. Ce besoin profond d'affirmer et de professer sa foi lui est totalement étranger, il n'en a jamais ressenti les effets, sa défense est celle d'un libre penseur ; nous ne pouvons que lui en être plus reconnaissants d'avoir essayé de sauver par son éloquence et son habileté ceux qui se trouvaient de nouveau menacés.

Après avoir plaidé le fond, Mirabeau cherche à amener par une raison de forme l'Assemblée à écarter les art. 16 et 17 et à se contenter de déclarer comme droit imprescriptible pour chacun le libre exercice d'un culte quelconque. Avoir une religion, célébrer un culte, c'est un devoir, les deux premiers articles ne doivent donc selon lui trouver aucune place dans une déclaration des droits de l'homme. Mais de ce devoir découle un droit, celui de pouvoir professer librement ce culte, que l'Assemblée insère simplement ce droit. « Sans entrer en aucune manière dans le fond de la question, ajoute-t-il, je supplie ceux qui anticipent par leurs craintes sur les désordres qui ravageront le royaume, si l'on y introduit la liberté des cultes de penser que la tolérance, pour me servir d'un mot consacré, n'a pas produit chez nos voisins des fruits empoisonnés et que les protestants, inévitablement damnés dans l'autre monde, comme chacun sait, se sont très passablement arrangés dans celui-ci, sans doute par une compensation due à la bonté de l'Etre suprême. »

« Nous qui n'avons le droit de nous mêler que des choses de ce monde nous pouvons donc permettre la liberté des cultes et dormir en paix. »

La droite <sup>1</sup> proteste vivement, l'abbé d'Eymar et Camus,

<sup>1</sup> L'organisation des partis n'était certainement pas à la Constituante, ce qu'elle est dans une Chambre de députés de nos jours. Les lignes,

cet avocat du jansénisme, député du tiers de Paris, membre du comité ecclésiastique, qui fut tout à la fois l'ennemi acharné de toutes les inégalités sociales, libéral en politique et intolérant en religion, s'opposèrent de toutes leurs forces au vote de la motion de Mirabeau. Le trouble augmentant, l'assemblée, malgré les vives réclamations de Mirabeau qui voulait enlever le vote par crainte des intrigues des intolérants, remit la discussion au lendemain dimanche.

Les appréhensions de Mirabeau étaient fondées ; la séance si orageuse du 23 août <sup>1</sup> devait en effet montrer que le parti de la liberté était encore trop timide et indécis et celui de la réaction irréductible. Sans nul doute une grande partie de l'Assemblée était animée de sentiments généreux, d'amour, de justice et de liberté <sup>2</sup>, mais en face des efforts

si autorisées, qui suivent nous montrent cependant, que les *groupes politiques* y existaient, tout au moins à l'état rudimentaire :

« Pour bien comprendre la division des partis dans l'Assemblée, il n'est pas inutile de se représenter leur position respective dans la salle où elle tenait ses séances. C'était un parallélogramme :

Le fauteuil du président et le bureau du secrétaire étaient placés au milieu, et la tribune vis à vis. Tout ce qui siégeait à *'droite'* appartenait, plus ou moins au parti aristocratique, la *gauche* était formée par le parti patriote. Le *milieu* était plus modéré ; on y voyait grand nombre de curés et d'hommes sans opinion politique bien déterminée.

*Histoire de l'Assemblée constituante* par Alexandre de Lameth, t. II, p. 262, 63.

<sup>1</sup> *Archives parlementaires*, t. VIII, p. 475-80.

<sup>2</sup> « Qui ne se rappelle, dit Durand Maillane, ces premières séances à Versailles, quand il fallait porter le fer au vif ; les bons et francs députés de Province, sans art comme sans éloquence, faisaient chorus de tous leurs sens. Ils se levaient et se donnaient la main sans se parler, sans se connaître, tous entraînés par les mêmes sentiments, que la même tyrannie, les mêmes excès avaient excités dans toutes les parties de la France. Voyez, voyez, disait-on, *ces gros enfants* que veulent-ils ? Ils le savent bien ce qu'ils veulent, *ces gros hommes*, et ils l'obtiendront, ou ils périront, ils veulent ce qu'il y a au monde de plus précieux, de plus raisonnable : leur liberté, la cessation des abus, la régénération totale de la nation française. C'est ainsi que travaillant à notre constitution, comme les Hébreux travaillaient à leur second temple, la truelle d'une main et l'épée de l'autre, nous avons tous marché d'accord, entraînant tout sous nos pas, sarclant tous les abus comme avec une faux, sans pouvoir ni mesurer, ni arrêter notre marche. »

*Histoire apologétique du comité ecclésiastique de l'Assemblée nationale* », p. 210-12.

inouïs du clergé et de la plus grande partie des nobles, devant l'intolérance de cette coalition cléricale qui voulait maintenir à tout prix la domination de l'Eglise, sentant bien que là était la vraie révolution, pris entre l'esprit catholique tel qu'il s'est manifesté jusqu'alors — l'esprit de la religion d'Etat — et la liberté telle que la définira un Rabaut de Saint-Etienne, le parti libéral faiblira, L'Assemblée laissera voiler d'une ombre douloureuse cette belle œuvre entreprise par elle, elle n'osera pas affirmer nettement, *avec toutes ses conséquences*, la liberté la plus sacrée, la liberté de conscience !

Le président qui, « désespéré sans doute d'être l'homme de la loi dans cette circonstance » dit Buchez <sup>1</sup>, offrit deux fois sa démission au cours de cette mémorable séance, ouvrit les débats en réclamant le plus grand silence pour un projet de cette importance.

L'abbé d'Eymar qui avait combattu la veille la division des articles demandés par Mirabeau la réclame, c'est la nouvelle tactique adoptée. On se sert des arguments invoqués par le grand orateur mais dans un tout autre but, Mirabeau voulait la liberté des cultes entière, on ne parlera même plus d'un culte dissident et quant à la liberté de conscience on la restreindra autant que possible. Le vicomte de Mirabeau <sup>2</sup> apporte aussi à la religion qu'il professe l'appui de sa parole facétieuse et d'un esprit, cette fois au moins, de mauvais aloi ; permettre la liberté des

<sup>1</sup> *Histoire parlementaire de la Révolution française* t. II, p. 334.

<sup>2</sup> Le frère du comte de Mirabeau, celui que sa corpulence énorme avait fait surnommer *Mirabeau-Tonneau*. Les caricatures le représentaient en donnant à son corps la forme d'un tonneau et à ses petites jambes celle de bouteilles. Il siégeait à l'extrême droite avec d'Esprémenil, Cazalès, l'abbé Maury, et ses amis se faisaient un plaisir, lorsque, Mirabeau l'aîné avait plaidé la cause de la liberté, de faire immédiatement plaider la contre partie par un autre Mirabeau. Il fut un des plus ardents auxiliaires de cette partie de l'Assemblée qui, par son tapage, ses cris, ses interruptions de chaque instant, essayait de tuer le nouveau régime par le discrédit et le ridicule. Toujours facétieux et parfois

cultes, s'écrie-t-il, c'est permettre à chacun de se choisir une religion analogue à ses passions, les jeunes gens seront Turcs, les usuriers juifs et les femmes pratiqueront la religion de Brahma ! L'évêque d'Autun, M. de Talleyrand-Périgord ramène l'Assemblée au sérieux en reprenant habilement l'argumentation de Mirabeau et réussit à faire voter la division des deux premiers et du dernier article.

Cen'étaient encore là que les engagements d'avant-garde : la vraie bataille allait se livrer sur l'article XVIII en face duquel seul restait l'Assemblée.

M. de Castellane renouvelle aussitôt sa motion sous forme d'amendement à cet article ; « Nul homme ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses ni troublé dans l'exercice de son culte. » Et Mirabeau qui sent le danger que court la liberté lui apporte encore l'appui de sa parole : « On vous parle sans cesse d'un culte dominant : *dominant* ! Messieurs, je n'entends pas ce mot et j'ai besoin qu'on me le définisse.

» Est-ce un culte oppresseur que l'on veut dire ? Mais vous avez banni ce mot, et des hommes qui ont assuré le droit de liberté ne revendiquent pas celui d'oppression ? Est-ce le culte du prince que l'on veut dire ? Mais le prince n'a pas le droit de dominer sur les consciences, ni de régler les opinions. Est-ce le culte du plus grand nombre. Mais le culte est une opinion ; tel ou tel culte est le résultat de telle ou telle opinion. Or les opinions ne se forment pas par le résultat des suffrages : votre pensée est à vous ; elle est indépendante, vous pouvez l'engager.

• spirituel il égaya la Constituante par ses nombreuses saillies mais fut loin de savoir garder la mesure : le 15 décembre 1789 il donna un démenti catégorique à Robespierre et se livra à un tel tumulte que l'assemblée se contenta de déclarer « que la plus belle grâce que l'on pouvait faire à M. le vicomte de Mirabeau était de croire qu'il n'était pas dans son bon sens. »

» Enfin, une opinion qui serait celle du plus grand nombre n'a pas le droit de *dominer*. C'est un mot tyrannique qui doit être banni de notre législation ; car si vous l'y mettez dans un cas, vous pouvez l'y mettre dans tous ; vous aurez donc un culte dominant, une philosophie dominante, des systèmes dominants. Rien ne doit dominer que la justice, il n'y a de dominant que le droit de chacun, tout le reste y est soumis. Or c'est un droit évident, et déjà consacré par vous, de faire tout ce qui ne peut nuire à autrui. »

M. de Castellane voyant l'Assemblée de plus en plus houleuse et la droite de plus en plus violente, ne maintient que la première partie de son amendement : « *Nul homme ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses.* » L'article 18 du sixième bureau est rejeté et la discussion recommence sur la motion Castellane.

Les deux camps se retrouvent aussitôt en présence ; la droite poursuivant avec acharnement son but, la gauche consciente de la grandeur du débat. M. Dillon, curé du Vieux-Pousauges, propose d'ajouter ces quelques mots pleins de sous-entendus perfides : — « *pourvu qu'elles ne troublent pas l'ordre public* » — que Robespierre dénonce aussitôt : « ajouter une restriction à un principe aussi simple que celui de la motion qu'on discute, c'est l'anéantir en donnant lieu à une foule d'interprétations dangereuses. »

Mais les protestants comptaient aussi des défenseurs à la Constituante. Celui qui par ses écrits, ses démarches, sa parole, avait déjà tant fait pour leur cause, Rabaut de Saint-Etienne monte à la tribune. « Quand il prononça ces paroles : *Je suis le représentant d'un grand peuple*, on vit se lever en sa personne ce peuple innombrable de persécutés, tous ces glorieux proscrits que le système de l'unité religieuse avait semés dans tous les pays du monde ;

ces galériens plus glorieux encore qui avaient sauvegardé la liberté des âmes sous un costume infâmant, ces hommes et ces femmes héroïques sabrés par les dragons du roi, et cette église du désert qui avait célébré son culte dans d'affreuses solitudes <sup>1</sup> ». Rabaut n'était pas un inconnu, ce prédicant à l'esprit large formé à Lausanne par Court de Gébelin et qui avait célébré la tolérance de l'évêque de Nîmes, Bec-de-Lièvre, ce caractère droit et loyal, ignorant des faiblesses et des défaillances, simplement et héroïquement fidèle au devoir, cet écrivain de talent, arrivait à la Constituante précédé d'une grande réputation d'éloquence et de haute valeur morale. « Ce jeune homme à peine revenu de Lausanne, dit M. Aulard, se trouve être un politique avisé : il comprit que les temps étaient mûrs pour l'abrogation des lois odieuses portées contre les protestants mais qu'on n'obtiendrait du pouvoir la justice déjà accordée dans l'opinion que par une conduite propre à dissiper les derniers préjugés... C'est surtout pendant l'année 1789 qu'il se signale par son influence et son éloquence. Habitué par sa naissance et son éducation à lutter paisiblement contre la violence, le fils de P. Rabaut montra, dans ces premières heures de la Révolution où l'Assemblée était à la merci des baïonnettes, un courage calme, une confiance souriante et imperturbable. Il semblait né et formé pour prêter contre la tyrannie le serment du Jeu de Paume <sup>2</sup> ? »

L'Assemblée sut dignement apprécier ces qualités, le 14 mars 1790 le fils du proscrit pouvait écrire à son père : « Le président de l'Assemblée Nationale est à vos pieds. » Le premier discours de Rabaut fit une grande impression, obtint un succès considérable, l'orateur se classa d'emblée

<sup>1</sup> *L'Eglise et la Révolution française*. De Pressensé, p. 49.

<sup>2</sup> Aulard, *ouv. cité* p. 430-31.

au premier rang, aux côtés des Barnave et des Mirabeau<sup>1</sup>. Certains passages de cet admirable discours sont maintenant connus de tous, il n'en est pas un qui ne mérite d'être cité. Nous n'en pouvons donner ici que quelques extraits :

« Messieurs, puisque l'Assemblée a décidé que le préopinant était dans la question, il m'est permis de le réfuter et de relever les principes dangereux qu'il a exposés.

Il a bien voulu convenir qu'on n'a aucun droit à pénétrer dans les pensées intimes des hommes ; et certes il n'a pas énoncé une vérité bien remarquable et bien profonde : car il n'est jamais venu à l'esprit d'aucun tyran d'entrer dans le secret des pensées ; et l'esclave le plus esclave conserve très certainement la liberté que le préopinant daigne accorder à des hommes libres.

» Il a ajouté que la *manifestation* des pensées pouvait être une chose infiniment dangereuse, qu'il était nécessaire de la surveiller, et que la loi devait s'occuper d'empêcher que chacun put manifester trop librement ses pensées ; que c'était ainsi que s'établissaient les religions nouvelles ; il n'y manquait que de nommer sur le champ un tribunal chargé de ces fonctions de surveillance.

» Or je dis à mon tour que cette opinion ainsi énoncée serait propre à nous jeter de nouveau sous le despotisme de l'Inquisition, si l'opinion publique que le préopinant a invoquée, ne condamnait hautement la sienne.

» Ce langage est celui qu'ont toujours tenu les intolé-

<sup>1</sup> Rabaut semble bien dans la suite lorsqu'il reparut à la tribune, ou n'avoir plus retrouvé la même éloquence ou avoir été moins apprécié et classé finalement parmi les orateurs de second ordre. Mais il fut un temps où sa réputation semble au moins avoir égalé celle de Mirabeau. M. Weiss (*Bulletin de l'Histoire du Protestantisme Français* du 15 Novembre 1889, p. 568) cite à ce sujet une lettre publiée par le *Huguenot des Cévennes*, du 1<sup>er</sup> Novembre 1889, et signée SABATIER, dans laquelle on lit : « Il n'y a personne dans l'Assemblée des trois ordres qui se distingue comme M. Rabaut de Saint-Etienne. Un jour le comte de Mirabeau plaidait avec beaucoup de véhémence et d'enthousiasme. L'Assemblée interrompit cet orateur rapide en disant : Ne faites pas tant de bruit, écoutez mieux : Vous croyez être un homme unique et vous n'êtes pas un demi-Rabot ! »

rants, et l'inquisition n'a pas eu d'autres maximes. Elle a toujours dit, dans son langage doux et ménagé, que sans doute il ne faut point attaquer les pensées, que chacun est libre dans ses opinions, pourvu qu'il ne les manifeste pas ; mais que cette *manifestation* pouvant troubler l'ordre public, la loi doit la surveiller avec une attention scrupuleuse, et à la faveur de ces principes, les intolérants se sont fait accorder cette puissance d'inspection, qui, durant tant de siècles, a soumis et enchaîné la pensée.

» Mais avec une telle maxime, messieurs, il n'y aurait point de chrétiens. Le christianisme n'existerait pas si les païens, fidèles à ces maximes qui, à la vérité ne leur furent pas inconnues avaient surveillé avec soin la *manifestation des opinions* nouvelles, et continué de déclarer qu'elles troublaient l'ordre public. »

Et l'envolée pathétique où l'orateur rejette la *tolérance* comme Mirabeau avait repoussé la *religion dominante* et, en vrai admirateur de la liberté, la réclame indistinctement pour tous, juifs et protestants :

« Les non-catholiques (quelques-uns de vous, Messieurs, l'ignorent peut-être) n'ont reçu de l'édit de novembre 1787, que *ce qu'on n'a pu leur refuser*. Oui, ce qu'on n'a pu leur refuser, je ne le répète pas sans quelque honte, mais ce n'est point une inculpation gratuite, ce sont les propres termes de l'édit. Cette loi, plus célèbre que juste, fixe les formes d'enregistrer leurs naissances, leurs mariages et leurs morts ; elle leur permet en conséquence de jouir des effets civils et d'exercer leurs professions..... et c'est tout.

« C'est ainsi, Messieurs, qu'en France, au XVIII<sup>e</sup> siècle, on a gardé la maxime des temps barbares, de diviser une nation en une caste favorable et une caste disgraciée qu'on a regardé comme un progrès de la législation qu'il fut permis à des Français, proscrits depuis cent ans, d'exercer

leurs professions, c'est-à-dire de vivre, et que leurs enfants ne fussent plus illégitimes.....

Ainsi, Messieurs, les protestants font tout pour la patrie ; et la patrie les traite avec ingratitude : ils la servent en citoyens ; ils en sont traités en proscrits : ils la servent en hommes que vous avez rendus libres ; ils en sont traités en esclaves. Mais il existe enfin une nation française et c'est à elle que j'en appelle, en faveur des deux millions de citoyens utiles, qui réclament aujourd'hui leur droit de Français. Je ne lui fais pas l'injustice de penser qu'elle puisse prononcer le mot d'intolérance ; il est banni de notre langue, ou il n'y subsistera que comme un de ces mots barbares et surannés dont on ne se sert plus, parce que l'idée qu'il représente est anéantie. Mais, Messieurs, ce n'est pas même la tolérance que je réclame ; c'est la liberté. La tolérance ! le support ! le pardon ! la clémence ! idées souverainement injustes envers les dissidents, tant qu'il sera vrai que la différence de religion, que la différence d'opinion n'est pas un crime. La tolérance ! Je demande qu'il soit proscrit à son tour, et il le sera ce mot injuste, qui ne nous présente que comme des citoyens dignes de pitié, comme des coupables auxquels on pardonne. L'erreur, Messieurs, n'est point un crime ; celui qui la professe la prend pour la vérité ; elle est la vérité pour lui ; il est obligé de la professer et nul homme, nulle société n'a le droit de lui défendre.

Eh ! Messieurs, dans ce partage d'erreurs et de vérités que les hommes se distribuent, ou se transmettent ou se disputent, quel est celui qui oserait assurer qu'il ne s'est jamais trompé, que la vérité est constamment chez lui et l'erreur constamment chez les autres !

Je demande donc, Messieurs, pour les protestants français, pour tous les non-catholiques du royaume, ce que vous demandez pour vous, la liberté, l'égalité de droits. »

On est venu invoquer contre la liberté religieuse l'exemple de nations voisines :

« Ne permettez pas, Messieurs..... nation généreuse et libre, ne le souffrez pas, que l'on vous cite l'exemple de ces nations encore intolérantes qui proscrivent votre culte chez elles. Vous n'êtes pas faits pour recevoir l'exemple, mais pour le donner ; et de ce qu'il est des peuples injetés, il ne s'ensuit pas que vous deviez l'être. L'Europe, qui aspire à la liberté attend de vous de grandes leçons, et vous êtes dignes de les lui donner. Que ce code que vous allez former soit le modèle de tous les autres, et qu'il n'y reste aucune tache. Mais si les exemples peuvent être cités, imitez, Messieurs, celui de ces généreux Américains qui ont mis à la tête de leur code civil la maxime sacrée de la liberté universelle des religions ; de ces Pensylvaniens, qui ont déclaré que tous ceux qui adorent un Dieu, de quelque manière qu'ils l'adorent, doivent jouir de tous les droits de citoyens ; de ces doux et sages habitants de Philadelphie, qui voient tous les cultes établis chez eux et vingt temples divers, et qui doivent peut-être à cette connaissance profonde de la liberté, la liberté qu'ils ont conquise. »

L'Assemblée nationale, achève Rabaut, s'honorera donc en restant fidèle aux principes qu'elle vient de consacrer à la face du monde, en ne permettant pas qu'une partie des Français puisse dire à l'autre : je serai libre, mais vous ne le serez pas.

« Instruits par la longue et sanglante expérience des siècles, instruits par les fautes de vos pères et par leurs malheurs mérités, vous direz sans doute : il est temps de déposer ce glaive féroce qui dégoutte encore du sang de nos concitoyens ; il est temps de leur rendre des droits trop longtemps méconnus ; il est temps de briser les barrières injustes qui les séparaient de nous, et de leur faire

aimer une patrie qui les proscrivait et les chassait de son sein.

Je conclus donc, Messieurs, à ce qu'en attendant que vous statuez sur l'abolition des lois concernant les non-catholiques, et que vous les assimiliez en tout aux autres Français, vous fassiez entrer dans la déclaration des droits cet article :

*Tout homme est libre dans ses opinions ; tout citoyen a le droit de professer librement son culte et nul ne peut être inquiété à cause de sa religion. »*

La motion de Rabaut, en sortant l'Assemblée des demi-mesures, lui évitait la honte de tergiverser, de ruser avec la liberté, reprenant l'amendement de Castellane tout entier et non plus seulement la première partie, il concluait à la liberté de conscience et à son corollaire impératif, la liberté de culte. L'impression produite par ce langage avait été si vive et si profonde que la proposition, mise immédiatement aux voix, eût probablement été votée<sup>1</sup>. Une fois encore, ce fut un membre de l'Eglise qui essaya de rallier tous les hommes de l'ancien régime, tous les fervents de l'esprit rétrograde, tout ce que la France autoritaire et réactionnaire comptait encore de représentants. L'Eglise qui personnifie l'ancien régime s'est toujours dressée comme un obstacle insurmontable pour briser tout élan, toute tentative généreuse de progrès et de réforme. Les philosophes sceptiques luttent pour cette belle idée d'humanité que les détenteurs de l'Evangile ont misérablement laissé choir, l'Eglise combat avec un fanatisme absurde contre toute application sociale du christianisme. Comme figée depuis le commencement du siècle

<sup>1</sup> Quelques jours après le vote, Camille Desmoulins écrivait dans la *Lanterne* : « Si le clergé n'avait pas eu 300 représentants la motion de M. Rabaut Saint-Etienne aurait prévalu. » — Edition de J. Claretie, Paris, Charpentier I, 190.

par la bulle *Unigenitus* qui, dit Quinet, « pour se débarrasser des hérésies, non-seulement poignarda le christianisme mais l'idée même de la religion et de Dieu<sup>1</sup> », l'Eglise reste le défenseur de tous les privilèges, l'appui le plus ferme de l'ancien ordre ; c'est la lamentable méprise qui séparera de plus en plus en France la cause libérale de la religion ! De quel âge est donc le langage de l'évêque Gobel :

« Il est nécessaire de tracer une ligne de démarcation qui console vos frères et ne porte pas atteinte à la religion dominante et ne soit pas injurieuse pour le culte catholique. En leur accordant le culte en commun nous demandons qu'on proscrive tout appareil public qui détruirait la prééminence de la religion dominante. »

Et l'évêque termine en proposant d'ajouter à la première partie de la motion Castellane l'amendement suivant : « *pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre établi par les lois.* »

C'est au milieu du plus violent tumulte que ces différents amendements sont mis aux voix. La gauche, le parti libéral aimerait un langage clair, ne pouvant donner lieu à aucune équivoque, l'évêque de Langres, lui, vient demander la suppression dans la motion Castellane de l'adjectif *religieux* ; finalement l'Assemblée termine ce beau et noble débat par le vote de cette formule ambiguë qui devient l'article X de la déclaration des droits de l'homme :

« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre établi par les lois. »

C'est la liberté de conscience mais n'est-ce pas aussi la négation implicite de la liberté du culte, négation que la

<sup>1</sup> *Le christianisme et la Révolution française*, p. 282.

coalition qui a vaincu aujourd'hui ne tardera pas à réclamer, hautement. Certes les protestants ont franchi une énorme étape depuis le commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle mais c'est une profonde déception que l'on éprouve de voir la Constituante impuissante à former une majorité sur un pareil projet. « N'est-il pas vrai, dit Quinet, que s'il y avait un principe dans le monde qui dût figurer dans la déclaration des droits, c'était la liberté du culte ? On prit un détour, on subtilisa ; cette première des libertés fit peur. On n'osa pas en prononcer le nom. » Et l'historien ajoute ce jugement sévère : « La Révolution entre ainsi par une porte détournée, dès les premiers pas elle montre ses pieds d'argile<sup>1</sup>. » Mirabeau s'en exprime nettement dans un article indigné de son journal : « Nous ne pouvons dissimuler notre douleur que l'Assemblée nationale, au lieu d'étouffer le germe de l'intolérance, l'ait placé comme en réserve dans une déclaration des droits de l'homme... Si la religion de vos frères leur enjoint le culte public, en leur défendant de l'exercer, vous blessez leur conscience<sup>2</sup>. »

On le voit, Mirabeau ne se fait aucune illusion sur le sens de cette formule « *pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre établi par les lois* » ; R. Saint-Etienne est tout aussi explicite. Depuis le mois de janvier 1789, les protestants de Paris avaient loué rue Montédour (aujourd'hui la rue Turbigo) pour y célébrer presque clandestinement leur culte, une salle qui servait ordinairement aux repas de noces. Le 14 octobre de cette même année, au pasteur de cette petite communauté Paul-Henri Marron, l'ancien chapelain de l'ambassade de Hollande, qui l'informait que cette salle était devenue insuffisante et le consultait sur l'opportunité de célébrer ouvertement le

<sup>1</sup> *La Révolution*, t. I, p. 176.

<sup>2</sup> *Courrier de Provence*, n° 31.

culte réformé dans un édifice qui en fût digne, Rabaut recommandait prudemment d'attendre des temps meilleurs et une assemblée plus libérale<sup>1</sup>.

La liberté de conscience était-elle même entièrement et définitivement acquise ?

Le clergé va adopter une autre tactique, par deux fois il va essayer de faire adopter incidemment ce qu'il n'a pu faire voter dans un débat ouvert.

Le 13 février 1790<sup>2</sup> l'ordre du jour appelait la discussion du rapport de Treilhard sur l'abolition des ordres monastiques. L'abbé d'Eymar et le philosophe Garat venaient de prononcer deux discours importants lorsque l'évêque de Nancy, La Fare, demande à brûle-pourpoint que l'Assemblée, avant de continuer le débat, affirme son respect pour l'Eglise en déclarant « que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat. » C'est une simple parenthèse, mais combien insidieuse ! « Lier la Révolution naissante des entraves du catholicisme, dit Quinet, affranchir la France et lui mettre au préalable un bandeau sur les yeux, ces conséquences étaient contenues dans ce peu de mots<sup>3</sup>. »

Rien d'exagéré, le vote de cette motion incidente que l'on essaie de faire passer par surprise, c'est bien le retour à l'ancien état de choses, la confusion du temporel et du spirituel, le règne de l'intolérance, la suppression de la

<sup>1</sup> Monsieur et honoré frère,

« Ce n'a pas été sans un petit mouvement d'allarmes que j'ai appris la pensée de quelques-uns de nos amis pour le choix d'un lieu convenable à notre société. Celui auquel ils ont pensé est assurément très favorable, mais pour une espèce de début, il me paraît beaucoup trop apparent... Je vous prie donc de faire qu'on renvoie cette idée à un autre temps et qu'on attende les grandes décisions qui seront plus favorables au sein de Paris que dans le très saint et très fort concile du 23 août, veille de la Saint-Barthélémy. »

Cette lettre qui fait partie de la collection de M. le pasteur Ch.-L. Frossard est citée par M. A. Lods : *L'Eglise réformée de Paris pendant la Révolution*, p. 14.

<sup>2</sup> *Arch. parl.*, t. XI, p. 589, 90.

<sup>3</sup> *Le Christianisme et la Révolution*, p. 295.

liberté de conscience elle-même ! Le curé de Saint-Jean-le-Viel, Villebannois, qui vient demander à l'Assemblée de calmer les craintes, de dissiper les inquiétudes que cause la liberté de la pensée, ne laisse aucun doute à cet égard, ce que l'on veut, c'est un décret constatant que « la religion catholique est la *seule* vraie et que le *seul* culte public et solennel qui sera à jamais admis et reconnu en France est le culte de l'Eglise apostolique<sup>1</sup>. »

Charles de Lameth<sup>2</sup> démasque cette manœuvre et la qualifie comme elle méritait : « Quand il est question de vils intérêts temporels, on vient nous parler de la divinité..... Il s'agit de la suppression des ordres religieux : eh ! bien ! si l'on peut les rappeler à leur institution primitive, personne ne s'élèvera contre eux ; mais si pour sauver une opulence si ridicule aux yeux de la raison, si contraire à l'esprit de l'évangile, on appelle l'inquiétude des peuples sur nos sentiments religieux, si on fait naître par une motion incidente à l'ordre du jour et très insidieuse, les moyens d'attaquer la confiance si légitimement due à cette Assemblée, si l'on a le projet absurde et criminel d'armer le fanatisme pour défendre les abus..... *(une partie de l'Assemblée interrompt par des cris et des murmures)* ; si jamais cette intention a pu être conçue, je la dénonce à la patrie ; on veut détruire par le fanatisme l'ouvrage de la raison et de la justice ; ces efforts coupables sont inutiles. »

Ils le furent, mais une fois encore au prix d'une équivoque. L'Assemblée qui avait vu le piège qu'on lui ten-

<sup>1</sup> Villebannois ne put parler à la tribune ; son discours est annexé à la séance du 13 février 1790. — *Arch. parl.*, t. XI, p. 592, 93.

<sup>2</sup> Les Lameth étaient trois frères ; Alexandre et Charles, membres de la Constituante et Théodore qui entra à l'Assemblée législative. Intimement unis, les deux Constituants eurent une action politique commune. Alexandre était membre du triumvirat, Duport, Lameth, Barnave, tête d'un petit groupe compact de trente à quarante membres de la gauche dont Charles était aussi un des orateurs. Mirabeau haïssait ce triumvirat qu'il appelait le *triumgucusat*.

dait refusa d'y tomber mais n'osa pas affirmer, par un vote formel, une liberté pour laquelle elle n'était pas encore mûre. Les sentiments de l'Assemblée à l'égard de la religion catholique ne peuvent être mis en doute ; discuter la motion proposée serait injurieux tout à la fois pour elle et pour la religion ; voilà les raisons que feint d'invoquer la majorité pour passer à l'ordre du jour ! Audacieuse contre la royauté qu'elle attaque de front, l'Assemblée biaise avec le catholicisme dont elle veut également briser l'intolérance en s'en détachant, et c'est à un stratagème qu'elle croit devoir recourir pour maintenir la liberté acquise.

Cet essai infructueux devrait être repris avec une nouvelle vigueur. Deux mois plus tard le clergé qui ne désespérait pas d'arriver à ses fins renouvelle la même manœuvre, mieux préparée, et partant ayant plus de chances de succès. La Constituante avait commencé le 9 avril la discussion du rapport de Chasset sur l'administration des biens de l'Eglise mis à la disposition de la nation par le décret du 2 novembre 1789. Le 12<sup>1</sup>, un incident se produisit qui devait, tant dans Paris que parmi les députés, soulever la plus vive émotion. Un chartreux, dom Gerle, vint déposer à la tribune l'amendement suivant : « Pour fermer la bouche à ceux qui calomnient l'Assemblée en disant qu'elle ne veut pas de religion, et pour tranquilliser ceux qui craignent qu'elle n'admette toutes les religions en France, il faut décréter que la *religion catholique* est et demeure pour toujours la *religion de la nation*, et que son culte sera le *seul* public et autorisé. »

La droite se lève dans une formidable acclamation. L'évêque de Clermont apparaît à la tribune et du haut de cette chaire improvisée somme l'Assemblée catholique

<sup>1</sup> *Arch. parl.*, t. XII, p. 702, 703.

d'écarter une fin de non-recevoir et de confesser sa foi, comme c'est le devoir de tout chrétien, dès qu'il en est requis. D'autres membres viennent à la rescousse en invoquant les noms de Clovis, Charlemagne et saint Louis ; la religion qu'ils ont adoptée doit rester la religion nationale.

Comme au 13 février, le même Ch. de Lameth transforme cet enthousiasme en murmures d'indignation. Les sentiments de l'Assemblée, dit ironiquement l'orateur, peut-on les mettre en doute en se rappelant « qu'elle a humilié les superbes, mis sous sa protection les faibles et le peuple dont les droits étaient méconnus ; qu'elle a enfin réalisé pour le bonheur des hommes ces paroles de Jésus-Christ lui-même, quand il a dit : « Les premiers seront les derniers et les derniers seront les premiers. » Inutile, la profession de foi catholique publique que l'on demande offre les plus grands dangers au moment où le fanatisme se réveille, où les ennemis de la liberté pourront s'autoriser de l'Assemblée nationale même pour activer la guerre de religion qu'ils ont déjà essayé de rallumer dans le Midi.

Pour vous convaincre du danger d'adopter cette motion dans les circonstances actuelles, je ne dirai plus qu'un mot ; c'est dans un moment pareil qu'elle a déjà été faite ; c'est quand l'opinion se formait sur une matière qui intéressait les ecclésiastiques que le clergé en corps a appelé le fanatisme à la défense des abus. »

Ce langage, éloquent parce qu'il était juste et senti, d'un orateur ordinairement diffus frappa vivement l'Assemblée. La droite qui sent que discuter la motion c'est la sacrifier, veut enlever le vote. Mirabeau se lève, on l'empêche de parler. La majorité vote alors la remise au lendemain de la discussion. La droite qui a réclamé l'appel nominal ne peut cacher son dépit et ne se décide à quitter ses bancs,

longtemps après le départ du président et du bureau, que pour aller se réunir à l'église des Capucins de la rue Saint-Honoré, en vue de la séance du lendemain.

Sous la direction de M. de Montlosier, des archevêques de Toulouse et de Nancy, le clergé et la noblesse étudient les moyens de réparer le demi-échec de la veille. Le premier engagement est resté indécis mais, on le sent, c'est un choc décisif qui va avoir lieu entre le parti réactionnaire et le parti libéral ; le vote doit être enlevé, le rejet de la motion de dom Gerle serait la défaite. Pour bien montrer l'importance qu'elle attache à cette séance et en relever l'éclat, la droite se rendra à la salle des délibérations en habit noir, l'épée au côté, et par une de ces manifestations que leur fréquence rendait cependant moins imposantes, quittera immédiatement la salle des séances pour aller protester près du roi, si l'Assemblée refuse le vote demandé.

Les défenseurs de la liberté de leur côté ne restaient pas inactifs. La séance du 12 était à peine terminée, la motion de dom Gerle connue, que le peuple de Paris commençait à s'agiter ; la réunion de l'église des Capucins, dénoncée par les journaux, n'était pas faite pour calmer les esprits. La plume incisive de Camille Desmoulins met le peuple en garde contre cette tentative de restauration de la fameuse alliance du trône et de l'autel, partout au club des Jacobins, des Cordeliers, au Palais Royal<sup>1</sup>, même agitation, mêmes efforts pour déjouer la coalition.

<sup>1</sup> Dans ces premiers jours de liberté, peut être un peu d'anarchie, les discussions de l'Assemblée étaient suivies et commentées partout avec le plus grand intérêt, surtout à Paris : « Les soldats discutaient à l'Oratoire, les garçons tailleurs à la Colonnade, les perruquiers aux Champs-Élysées, les domestiques au Louvre. Mais c'était dans le jardin du Palais-Royal surtout qu'avaient lieu les discussions les plus animées ; on y examinait les matières qui occupaient les débats de l'Assemblée nationale, et l'on y contrôlait ses discussions. »

*Histoire de la Révolution française, Mignet, p. 87.*

Bailly et La Fayette croient prudents d'entourer la salle des séances d'un cordon de troupes imposant. La foule inquiète et énervée se presse en grand nombre contre les soldats et manifeste son mécontentement au passage de la droite par des sifflets et des huées.

L'excitation du dehors envahit l'enceinte des délibérations, la séance du 13 avril<sup>1</sup>, fut une des plus orageuses, des plus troublées, mais aussi une des plus grandes ; la question malgré les plus violentes interruptions, fut nettement posée et la discussion entraîna souvent la pensée aux hauteurs où elle planait. Le baron de Menou, un catholique, s'exprime en vrai chrétien ; ses paroles méritent d'être citées : « Pourquoi voudrais-je donc faire de cette religion que je respecte la religion dominante de mon pays ? .. Le mot *dominant* n'entraîne-t-il pas l'idée d'une supériorité contraire aux principes de l'égalité qui fait la base de notre constitution ?

Sans doute en France la religion catholique est celle de la majorité de la nation, mais n'y eût-il qu'un seul individu qui en professât une différente, il a le même droit de l'exercer pourvu qu'il ne nuise ni à la religion de la majorité, ni à l'ordre public, ni au maintien de la société. De tout le reste il n'en doit compte qu'à Dieu. »

Et le baron de Menou dépose la motion suivante :

« L'Assemblée nationale déclare que par respect pour l'Être suprême, par respect pour la religion catholique, la seule entretenue aux frais de l'Etat, elle ne croit pas pouvoir prononcer sur la question qui lui est soumise. »

Dom Gerle, auquel on a persuadé la veille au club des Jacobins de retirer son amendement, se rallie à celui de M. de Menou qui fait le sujet de la discussion. Toute la partie libérale, comme délivrée d'une grande oppression,

<sup>1</sup> Arch. parl. t. XII p. 714-19.

se lève avec un seul cri : aux voix, aux voix ! La droite cette fois demande la continuation du débat.

Cazalès quitte la tribune sans avoir pu se faire entendre, pendant qu'au milieu du tumulte M. de Virieu reprend la proposition de Dom Gerle. L'abbé Maury<sup>1</sup> qui a escaladé la tribune ne peut parler mais s'y cantonne ; de son banc Mirabeau-Tonneau se déclare prêt au martyr et fermement décidé à ne pas quitter sa place avant que la religion catholique n'ait été déclarée la seule religion nationale. A ses côtés, non moins violent, d'Espremenil, dont la pensée ne jaillissait jamais qu'en harangues virulentes, celui que Mirabeau avait surnommé *Crispin-Catilina*, compare l'attitude de l'Assemblée à celle des Juifs qui, au moment même où ils crucifiaient Jésus, lui disaient : « Nous te saluons, roi des Juifs ! » La droite finit par perdre toute mesure : M. de Clermont-Lodève provoque Mirabeau et le marquis d'Estournel, rappelant que le 25 janvier 1677 Louis XIV a juré devant Cambrai de maintenir la religion catholique sans souffrir le culte non-catholique et la construction d'aucun temple, propose simplement « de maintenir les constitutions des villes et des provinces jurées par le roi. »

Mirabeau est déjà à la tribune.

« J'observerai à celui des préopinants qui a parlé avant moi, qu'il n'y a aucun doute que sous un règne signalé par la révocation de l'édit de Nantes, et que je ne qualifierai pas, on ait consacré toutes sortes d'intolérances ; mais

<sup>1</sup> Maury était un de ces obstructionnistes de l'extrême droite dont le seul programme politique, la seule ligne de conduite, était de contrecarrer systématiquement les desseins des Constituants ; il était violent à l'égard d'un Espremenil ou d'un Mirabeau-Tonneau. Le marquis de Ferrières nous rapporte dans ses *Mémoires* le récit d'un incident typique dont Maury fut le héros dans la séance du 25 juin 1790, à propos du mode de vente des biens du clergé : « Le duc de La Rochefoucault réclame la parole pour répondre, dit-il, aux injures de l'abbé Maury. Il se présente à la tribune. L'abbé Maury, ferme dans son poste, saisit le duc par les épaules, lui fit faire une ou deux pirouettes et l'oblige de lui céder la place. Des éclats de rire partent du côté droit, des cris de fureur s'élèvent du côté gauche. » t. II p. 59.

puisqu'on se permet des citations historiques dans cette matière, je vous supplierai de ne pas oublier que d'ici, de cette tribune où je vous parle, on aperçoit la fenêtre d'où la main d'un monarque français, armé contre ses sujets par d'exécrables factieux qui mêlaient des intérêts temporels aux intérêts sacrés de la religion, tira l'arquebuse qui fut le signal de la Saint-Barthélemy. Je n'en dis pas davantage : il n'y a pas lieu à délibérer. »

L'effet de ce mouvement d'éloquence fut saisissant ; chacun suivit des yeux le bras tendu de l'orateur. « Tout le monde se tait, dit Quinet<sup>1</sup>, on sent que la France, en ce moment, vient de faire un grand pas. » L'Assemblée consultée, clôt la discussion générale en réservant simplement le droit de présenter des amendements. C'est en vain que l'abbé Maury tente de nouveau de traiter le fond de la question, la majorité impose des rappels à l'ordre au président qui semble bien, dans cette séance également difficile, n'avoir pas rempli sa tâche avec la même impartialité que M. de Clermont-Tonnerre le 23 août. Maury quitte enfin la tribune en protestant bruyamment qu'il n'y a plus dans l'Assemblée ni liberté, ni autorité ! Le marquis de Foucault vient encore protester contre le déploiement de troupes extraordinaires qui entourent l'Assemblée.

Il eut un mot malheureux en parlant de la crainte que la vue de ces soldats pouvait inspirer aux députés et prépara un grand succès à La Fayette en lui offrant l'occasion d'assurer à l'Assemblée qu'il n'était pas un membre de la garde nationale qui ne donnât jusqu'à la dernière goutte de son sang pour assurer l'exécution de ses décrets et garantir l'inviolabilité de ses membres.

Finalement la question préalable posée pour tous les

<sup>1</sup> *Le Christian. et la Révol.*, p. 296.

amendements est votée, de même que la motion de La Rochefoucauld ainsi conçue :

« L'Assemblée nationale considérant qu'elle n'a et ne peut avoir aucun pouvoir à exercer sur les consciences et les opinions religieuses ; que la majesté de la religion et le respect profond qui lui est dû ne permettent point qu'elles deviennent le sujet d'une délibération ; considérant que l'attachement de l'Assemblée nationale au culte catholique ne saurait être mis en doute au moment même où ce culte va être mis au premier rang dans les dépenses publiques, et où, par un mouvement unanime de respect, elle a exprimé les sentiment de la seule manière qui puisse convenir à la dignité de la religion et au caractère de l'Assemblée nationale :

« Décrète qu'elle ne peut ni ne doit délibérer sur la motion proposée, et qu'elle va reprendre l'ordre du jour concernant les dîmes ecclésiastiques. »

La liberté de conscience était sauvée !

## CHAPITRE II

---

### Restitution de la Capacité personnelle.

---

#### § 1. — L'ÉTAT CIVIL DES PROTESTANTS.

---

L'édit de 1787 était à peine promulgué que les juges royaux voyaient immédiatement les réformés accourir en grand nombre chez eux pour faire enregistrer leurs mariages et les naissances de leurs enfants. Tant pour éviter la foule que pour épargner aux familles pauvres des déplacements trop considérables, les juges durent se transporter eux-mêmes dans les diverses communautés de leur juridiction. Les unions célébrées au Désert sont officiellement réhabilitées sur la production des certificats délivrés par les pasteurs, dont l'édit admettait tacitement la valeur. Des scènes touchantes eurent lieu ; des vieillards, en même temps que leurs mariages, faisaient enregistrer ceux de leurs enfants et de leurs petits enfants.

Louis XVI avait d'abord limité à une année, à partir du jour de l'enregistrement de l'édit, le délai dans lequel les unions contractées au Désert devaient être réhabilitées pour avoir tous leurs effets civils. Une déclaration du 21 janvier 1789 prorogea cette limite jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1790 et les lettres patentes du 13 décembre 1789 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1791. Ce délai était à peine expiré que la Constituante s'occupait de nouveau de l'état civil des protestants.

Le 14 mai 1791, sur la demande de la municipalité de Paris, dont le maire Bailly avait lu une pétition, elle mit à son ordre du jour la question de la tenue des actes de l'état civil; la mesure spéciale aux non-catholiques allait devenir une mesure générale.

Bailly avait très bien posé la question :

« Il vous a paru, Messieurs, que pour remplacer avec sagesse la plus vicieuse des institutions, il fallait soigneusement distinguer ce qui appartient à la religion catholique, ce qui doit appartenir à toutes les religions, d'avec ce qui appartient essentiellement aux lois civiles.

« La loi civile est sans pouvoir sur les consciences et sur les opinions religieuses, qu'elle n'a pas même le droit d'interroger; elle ne considère les hommes que comme membres de l'Etat. »

Et Bailly terminait en sollicitant une loi qui « ordonne qu'à l'avenir les déclarations de naissance, de mariage et de mort, soient reçues par des officiers civils dans une forme conciliable avec toutes les opinions religieuses <sup>1</sup> ». L'Assemblée, consultée, prononça l'ajournement. Elle devait cependant, avant de se séparer, poser le principe de la laïcisation des actes de l'état civil. Le 27 août, malgré l'opposition de l'évêque de Rouen, Charrier de la Roche, le décret suivant était adopté :

« La loi ne considère le mariage que comme contrat civil. Le pouvoir législatif établira, pour tous les habitants sans distinction, le mode par lequel les naissances, mariages et décès seront constatés, et il désignera les officiers publics qui en recevront et conserveront les actes <sup>2</sup>. »

Le projet, voté par l'Assemblée législative le 20 septembre 1792, qui remettait enfin aux municipalités la rédaction

<sup>1</sup> *Arch. parl.*, t. XXVI, p. 78.

<sup>2</sup> *Arch. parl.*, t. XXIX, p. 747.

de l'état civil, confirma le principe que la Constituante n'avait pas eu le temps de consacrer.

## § 2. — NATIONALITÉ DES DESCENDANTS RÉFUGIÉS.

L'article XXII<sup>1</sup> du décret des 9-15 décembre 1790 restituait aux descendants des malheureux proscrits la qualité de Français. Il suffisait, pour jouir de ce droit, de rentrer en France, d'y fixer son domicile et de prêter le serment civique. Cette faveur fut confirmée par la Constitution du 3 septembre 1791 art. II : « Sont citoyens français..... ceux qui, nés en pays étranger, et descendant à quelque degré que ce soit d'un Français ou d'une Française expatriés pour cause de religion, viennent demeurer en France et prêtent le serment civique. »

Lorsqu'en 1886 le Sénat élabora un projet de loi général sur la naturalisation, l'article VII faisait rentrer les descendants des réfugiés dans le droit commun en abrogeant le décret des 9-15 décembre 1790. M. de Pressensé demanda que ce grand acte de réparation accompli au nom de la France par l'Assemblée Constituante ne fût point rayé de notre législation. Le Sénat reconnut la justesse de cette protestation et l'art. IV de la loi du 26 juin fut votée en ces termes : « Les descendants des familles proscrites lors de la révocation de l'édit de Nantes, continueront à bénéficier de la loi du 15 décembre 1790, mais à la condition d'un décret spécial pour chaque demandeur. Ce décret ne produira d'effet que pour l'avenir. »

La situation des descendants des réfugiés est ainsi à l'heure actuelle moins favorisée que sous l'empire du décret de 1790. Il suffisait alors de rentrer en France, de

<sup>1</sup> Voir page 65.

faire une déclaration à la mairie, déclaration qui avait remplacé le serment civique, pour redevenir de plein droit Français. Il faut aujourd'hui adresser une demande spéciale au ministre de la justice qui examine la situation de chaque impétrant et le Président de la République, par décret spécial également, peut accorder ou refuser la naturalisation. Avant la loi de 1889 l'effet de la naturalisation, une fois les formalités accomplies, remontait au jour de la naissance du descendant de réfugiés qui était ainsi réputé avoir toujours été Français; la qualité de Français n'est acquise aujourd'hui que du jour où le décret de naturalisation est rendu.

### § 3. — ADMISSIBILITÉ DES PROTESTANTS A TOUS LES EMPLOIS

---

Le projet d'organisation des municipalités devait amener l'Assemblée à réparer une autre injustice en rendant tous les emplois, quels qu'ils fussent, accessibles aux protestants.

L'édit de 1787, favorablement interprété, avait déjà singulièrement amélioré leur situation : désormais ils pouvaient être avocats, médecins, notaires, admis dans les différents corps de métiers, au besoin officiers des armées de terre et de mer, mais l'accès de certains emplois leur restait interdit. On sait qu'à la suite des remontrances du Parlement présentées le 18 janvier 1788, quelques modifications avaient été apportées à l'édit; à l'article 1 avait été ajouté l'addition suivante : « les non-catholiques ne pourront ni exercer les charges de judicature ou les municipalités érigées en titres d'offices, ni enseigner la jeunesse. » (Art. 1, 3°).

C'est le 21 décembre 1789 qu'un député de Nérac, M.

Brunet de Latuque, alarmé par les nouvelles reçues de sa province, désireux de mettre à l'abri des « prétentions anti-constitutionnelles, des animosités et des ressentiments une classe nombreuse de citoyens utiles qu'il a appris à estimer et à chérir », élève la voix en leur faveur et propose à l'Assemblée le décret suivant :

« L'Assemblée nationale décrète :

» 1<sup>o</sup> Que les non-catholiques qui auront d'ailleurs rempli toutes les conditions prescrites dans les précédents décrets pour être électeurs et éligibles, pourront être élus dans tous les degrés d'administration sans exception ;

» 2<sup>o</sup> Que les non-catholiques sont capables de tous les emplois civils et militaires, comme les autres citoyens. »

M. de Clermont-Tonnerre, en présentant une motion plus large encore qui accorde aux juifs et aux comédiens les mêmes droits, défend éloquemment le 23 décembre<sup>1</sup> celle de M. Brunet. Il n'y a pas de milieu, s'écrie-t-il en substance, ou bien il faut faire une religion nationale et effacer de la déclaration des droits ceux qui ne la professent pas ou permettre à chacun d'avoir librement son opinion religieuse, et alors n'exclure d'aucune fonction publique ceux qui usent de cette permission, ne faire aucune distinction et abroger entièrement ce système de tolérance qui avilit et mécontente aussi bien celui qui le pratique que celui qui le subit. Les seules armes de prosélytisme que doivent conserver les prêtres sont celles qui ont permis au christianisme de conquérir le monde, la vertu, la pureté de la doctrine et la sainteté de mœurs de ceux qui la professent. M. de Clermont-Tonnerre se rallie à une motion proposée par Duport<sup>2</sup> :

<sup>1</sup> *Arch. parl.*, t. X. p. 754, 56.

<sup>2</sup> Duport était membre du triumvirat dont nous avons déjà parlé, le plus intelligent, semble-t-il, d'après le dicton populaire : « Ce que Duport pense, Barnave le dit, Lameth le fait. » C'est lui qui le 29 mars 1790 présenta le célèbre rapport sur l'organisation de la magistrature, son nom reste attaché à l'établissement du jury en France.

« Il ne pourra être opposé à aucun Français, soit pour être citoyen actif, soit pour être éligible aux fonctions publiques, aucun motif d'exclusion qui n'ait pas été prononcé par les décrets de l'Assemblée : dérogeant à toutes lois et règlements contraires. »

La priorité demandée pour cette motion donne lieu à deux épreuves douteuses par assis et levé, elle est finalement repoussée par un appel nominal, à la majorité de 408 voix contre 403. Le vote du décret ne faisait aucun doute pour ce qui concernait les protestants. Les juifs, énergiquement combattus par l'abbé Maury qui rappelle un mot de Voltaire — l'avarice les a chassés et ils n'ont été rappelés que par l'avarice et la bêtise, — à peine soutenus par Mirabeau, devaient encore voir leur sort ajourné. Les comédiens furent plus heureux.

Le 24 décembre 1789<sup>1</sup>, l'amendement Brunet, cité plus haut, était voté avec les sous-amendements suivants :

« Sans entendre rien préjuger relativement aux Juifs sur l'état desquels l'Assemblée nationale se réserve de prononcer.

» Au surplus il ne pourra être opposé à l'éligibilité d'aucun citoyen, d'autres motifs d'exclusion que ceux qui résultent des décrets constitutionnels. »

<sup>1</sup> *Arch. parl.*, t. X, p. 782.

---

### CHAPITRE III

---

#### Restitution des biens confisqués.

---

Rentrés dans le droit commun quant à leurs *personnes*, les protestants avaient encore, quant à leurs *biens*, d'autres mesures réparatrices à attendre du nouveau régime. « Dès l'année 1689, dit Barrère<sup>1</sup>, le fisc se trouva possesseur des héritages de plus de cent mille citoyens. Une simple dénonciation sans jugement avait suffi pour envahir tant de fortunes particulières<sup>2</sup>. » Nombreuses sont les ordonnances qui, jusqu'en 1787, consacrèrent ensuite le partage officiel et méthodique des dépouilles des fugitifs. Nous nous bornerons à citer les principales : les déclarations des 11 février, 5 mai et 17 septembre 1699 viennent renforcer celle de 1689. Cette même année, le roi doit créer un conseil particulier qui ne s'occupera que des saisies et des ventes des domaines des membres de la R. P. R. Ce conseil ne dure que trois ou quatre ans, mais « la défense faite à ceux qui ont fait profession de la R.

<sup>1</sup> *Rapport fait au nom du Comité des domaines, sur la restitution des biens des religionnaires fugitifs et autres dont les biens ont été confisqués pour cause de religion*, par Bertrand Barrère. — Paris, Imprimerie nationale, 1790, p. 6.

<sup>2</sup> Cet édit du 7 décembre 1689 violait ouvertement toutes les lois de la propriété; anciens propriétaires, héritiers ou tiers-acquéreurs, tous voyaient également et aussi arbitrairement leurs droits méconnus : Art. 1 : « Voulons que... les biens des consistoires de la R. P. R. et ceux qui étaient destinés pour l'entretien des ministres et des pauvres de ladite religion soient employés à des œuvres pieuses ou donnés aux hôpitaux et communautés. » — Art. II : « Voulons que les biens délaissés par nos sujets qui sont sortis et pourraient sortir ci-après de notre royaume, appartiennent à ceux de leurs parents paternels ou maternels auxquels, suivant les coutumes et lois observées dans les provinces de notre royaume, ils eussent appartenu par la mort naturelle de ceux qui se sont ainsi retirés. »

P. R. de vendre leurs immeubles sans la permission du roi » est régulièrement prorogée tous les trois ans jusqu'à la déclaration du 14 février 1878. Citons encore la déclaration du 8 mars 1715 (« la cupidité fiscale surpassa cette fois la haine fanatique<sup>1</sup> »), du 21 mars 1778, 14 mai 1724. Les agents, régisseurs et fermiers, avaient intérêt à exécuter à la lettre ces ordonnances, leur zèle y ajouta même souvent. Les mariages célébrés au désert et les inhumations secrètes n'étaient pas rares ; les fermiers refusaient aux enfants le titre d'héritiers, considéraient les morts comme fugitifs et confisquaient les biens. C'est ce qu'ils appelaient des biens de *nouvelles découvertes*, découvertes qui augmentaient d'autant leurs revenus<sup>2</sup>.

Vient enfin l'édit de 1787 :

« Permettons à ceux de nos sujets qui professent une autre religion que la R. C. A. et R., soit qu'ils soient actuellement domiciliés dans nos Etats, soit qu'ils viennent s'y établir dans la suite, d'y jouir de tous les biens qui peuvent ou pourront leur appartenir à titre de propriété ou à titre successif. » (Art. 1).

C'était le point de départ d'une ère de réhabilitation que Barrère dans l'introduction de son rapport du 9 décembre 1790 saluait en ces termes :

« Vous devez, Messieurs, effacer les traces du régime désastreux qui a formé et entretenu la Régie. Jetons un voile sur les funestes erreurs de la politique, sur les noirs projets du fanatisme, sur les règlements absurdes qui ont prostitué pendant cent ans le nom sacré des lois : ne nous occupons aujourd'hui que de bienfaisance et de justice envers les héritiers et les descendants de ces Français trop longtemps malheureux<sup>3</sup>. »

<sup>1</sup> Barrère, ouv. cité, p. 6.

<sup>2</sup> V. à ce sujet l'Introduction de la *Législation des cultes protestants*, par M. A. Lods.

<sup>3</sup> Barrère, ouv. cité, p. 9.

La date de ce rapport lui-même montre cependant que les protestants devaient encore attendre des décisions plus précises que celles de l'édit de tolérance; leurs biens étaient confisqués depuis si longtemps que l'on s'était accoutumé à regarder la chose comme un fait définitif. Barrière nous donne une idée des difficultés qu'ils devaient éprouver pour rentrer en possession de ce qui leur appartenait, en nous apprenant dans un second rapport<sup>1</sup>, que le conseil du roi qui avait rendu quatorze arrêts de mainlevée en 1788, n'en rendit que dix en 1789. Les biens compris dans la Régie produisaient encore en 1788, 114.000 livres et le bail général en avait été confié au prix de 50.000 livres pour une durée de neuf années à *André Pottton*.

Il ne faut pas croire que le fermier eût un bénéfice exorbitant de 64.000 livres. Les biens répartis dans le royaume comprennent plus de 2.000 articles dont les trois quarts valent de 10 à 20 sols; aussi le recouvrement en est-il long et difficile. Le fermier a un receveur principal dans chaque généralité et des receveurs particuliers dans un grand nombre de cantons, au total plus de 50 employés. La remise du receveur principal qui est de 2 sols à 3 sols 6 deniers pour une livre, les charges foncières, les non-valeurs et les frais de bureau élèvent les dépenses à plus de 34.000 livres.

La Constituante, ici encore, allait faire œuvre de justice. Le 11 février 1790<sup>2</sup>, M. de Marsanne<sup>3</sup>, député de la no-

<sup>1</sup> *Rapport fait au nom du Comité des domaines, sur la régie et l'administration des biens des religionnaires fugitifs, pendant les trois années portées par l'art. XX du décret du 9 décembre 1790 qui en ordonne la restitution et la vente après ce délai.* — Imprimé par ordre de l'Assemblée nationale, Paris, 1791, p. 4.

<sup>2</sup> *Arch. parl.*, t. XI, p. 542.

<sup>3</sup> M. J. Pannier a fait des recherches sur la lignée du comte de Marsanne et démontré qu'il était d'origine huguenote. Un de ses ancêtres, Pierre de Marsanne, figure au xvi<sup>e</sup> siècle sur la liste des gentils-hommes qui « abjurèrent la religion de leurs pères pour suivre les nouvelles doctrines de Calvin. » — Cf., *Bulletin*, t. XL, p. 115 (1891).

blesse du Dauphiné, demande à l'Assemblée nationale de se dessaisir d'un revenu dont la perception est aux yeux de l'Europe entière l'opprobre de l'ancien gouvernement et d'empêcher « que le bras despotique de Louis XIV ne pèse encore sur la postérité de ceux que son fanatisme poursuivait en 1682 », en adoptant le décret suivant :

« L'Assemblée nationale décrète que tout Français dont la famille aura été dépouillée de sa propriété en vertu de la Révocation de l'édit de Nantes et dont les possessions se trouvent encore actuellement entre les mains des fermiers de la régie des biens des religionnaires, y sera réintégré sans délai, à la charge par lui de justifier, soit par actes, rôles des impositions anciennes, enquêtes de publique renommée, ou enfin par certificats des officiers municipaux des lieux où se trouvent situées les propriétés, qu'il est le descendant et l'héritier direct des biens dont il s'agit; décrète au surplus que cette preuve sera faite sans frais par devant le juge royal le plus prochain, qui, sur la preuve acquise, sera autorisée à prononcer définitivement l'envoi en possession des biens réclamés. »

Le projet renvoyé au Comité des domaines était adopté le 10 juillet <sup>1</sup> de la même année (Décret du 10 juillet 1790) sous cette forme un peu différente :

« L'Assemblée nationale décrète que les biens des non-catholiques qui se trouvent encore aujourd'hui entre les mains des fermiers de la régie aux biens des religionnaires, seront rendus aux héritiers, successeurs, ou ayants-droit des fugitifs, à la charge par eux d'en justifier aux termes et selon les formes que l'Assemblée nationale aura décrété, après avoir entendu, à ce sujet, l'avis de son Comité des domaines. »

Le 18 du même mois le décret avait reçu la sanction du roi et était promulgué.

<sup>1</sup> *Arch. parl.*, t. XVII, p. 35.

La question de principes était résolue, les protestants n'en eurent probablement bénéficié que dans une bien faible mesure, si le règlement de la question de formes n'avait suivi; ce fut la tâche du Comité des domaines. C'est alors seulement que Barrère, son rapporteur, entre en scène. Barrère était ce député de Bigorre qu'Etienne Dumont dans ses *souvenirs* appelle l'Anacréon de la Révolution et qui a souvent été jugé avec sévérité. « Ce souple gascon sans principes et sans sincérité, qui séduisait par la facilité de sa parole, sa bonne grâce et l'art avec lequel, d'un air crâne et dégagé, il savait flatter les secrètes passions de son auditoire <sup>1</sup>, » fut sans doute enchanté de cette occasion de mettre en relief une personnalité un peu bruyante, mais il semble cependant avoir été sincèrement conscient en cette circonstance, de la grandeur de la tâche qui lui incombait. Le style facile et élégant, la pensée élevée, le ton ému, la grandeur des vues historiques, la netteté et la précision des arguments juridiques font de cet opuscule de 27 pages un rapport admirable de tous points qui serait à citer en entier. Nous avons déjà eu l'occasion de parler de l'esquisse historique des persécutions subies par les protestants, qui commence ce rapport. La seconde partie est consacrée à l'exposé des motifs qui ont dirigé le Comité dans la rédaction des dispositions principales.

Quels seront ceux qui bénéficieront des biens restitués ? « Les créanciers, les ayants-cause ne doivent pas partager ce bienfait, ou plutôt participer à cet acte de justice, parce qu'ils viendraient bientôt empoisonner la société par des procès nombreux et des contestations vexatoires. Vous devez aux religionnaires et à leurs parents, à quelque degré que ce soit, la restitution de leurs biens. Là finit votre

- <sup>1</sup> Aulard, *ouv. cité* p. 452.

devoir, là doit s'arrêter l'acquittement d'une dette sacrée. Vous devez, la même justice à ceux qui, demeurés en France, et enfermés pour ainsi dire, dans ses frontières, n'ont pu, ni fuir une patrie avare, ni échapper aux peines prononcées par une politique superstitieuse et par une législation féroce, ni sauver le patrimoine de leurs familles de l'injustice des confiscations<sup>1</sup>. »

Les tribunaux judiciaires seuls seront compétents et, pour suppléer à l'insuffisance des titres écrits, les preuves testimoniales, même de commune renommée, seront admises :

« Et s'il s'élevait des doutes sur cette disposition, je vous dirais, Messieurs, reportez-vous un instant vers ces temps malheureux où des lois superstitieuses et sanguinaires tyrannisaient les consciences, flétrissaient des familles entières, érigeaient en crime le droit imprescriptible et naturel d'émigration, et adjugeaient à des délateurs, à des fanatiques, les biens et *jusqu'aux vêtements même des émigrants surpris ou arrêtés dans leur fuite*.

« Quels titres ont pu emporter ces malheureux ? Et quelles preuves, quels papiers de famille pouvaient accompagner ces êtres qui ne cherchent qu'à échapper à des lois de proscription ? Quelles précautions pouvez-vous supposer à des hommes qui ne pouvaient ni naître, ni se marier, ni vivre, ni mourir sous les formes prescrites par les lois ? Sans possession civile quoique citoyens ; sans épouses quoique mariés, sans héritiers quoique pères, comment se seraient-ils occupés à recueillir, à conserver ces pactes d'union, ces titres héréditaires, ces transactions locales, que conservent à peine les familles heureuses ?

« Non, Messieurs, ces fugitifs infortunés n'ont laissé aucune trace sur les sables brûlants d'une patrie qui dé-

<sup>1</sup> Ouv. cité, p. 10.

vorait ses enfants ; et le temps est venu ajouter ses ravages à ceux des persécutions religieuses <sup>1</sup>. »

Barrère signale à l'attention de l'Assemblée deux classes d'hommes ; les uns dont il faut respecter les droits, les autres, bien peu intéressants, dont il répugne même à prononcer le nom.

Les *tiers acquéreurs* légitimes conserveront les propriétés acquises, les *dénonciateurs*, qui recevaient pour prix de leurs délations la moitié des biens, ne méritent aucun égard :

« Mais en conservant la propriété des acquéreurs légitimes, vous dépouillerez ces vils dénonciateurs qui se sont partagés une partie des dépouilles des fugitifs, sous l'infâme titre d'espionnage et de dénonciation. Ces hommes qui n'ont pas entendu la voix, je ne dirai pas de l'humanité, mais celle de l'honneur qui a formé nos mœurs dans les siècles les plus barbares, et qui a si justement flétri l'esprit de délation comme une lâcheté, ne méritent aucun égard de vous. Il ne faut pas qu'il existe parmi nous des traces d'une loi aussi honteuse, et vous ferez cesser, par votre décret, ces jouissances scandaleuses <sup>2</sup>. »

Le roi et ses ministres avaient aussi donné aux courtisans, à des personnes étrangères aux familles une partie des biens confisqués ; la solution de cette question exige plus de circonspection :

« Ici le législateur se trouve placé entre deux devoirs également rigoureux, celui d'écarter les anciens prétextes de retenir les biens des fugitifs et celui de respecter les droits des possesseurs, quand, pour les dépouiller, il faudrait livrer la société à d'odieuses recherches, ouvrir un vaste champ aux contestations judiciaires, et se jouer de la foi des contrats : c'est alors que le législateur doit

<sup>1</sup> Ouv. cité, p. 12 et 13.

<sup>2</sup> Id. p. 14.

sacrifier, à la faveur de la prescription, les droits des anciens propriétaires depuis longtemps dépouillés<sup>1</sup>. »

Et Barrière termine par cette éloquente et émouvante péroraison :

« En terminant ce rapport, je ne puis me défendre, Messieurs, du désir de faire passer dans vos cœurs le sentiment profond que m'ont fait éprouver les témoignages donnés par les descendants des fugitifs de l'attachement qu'ils ont conservé pour la France. Depuis que notre décret du 10 juillet a retenti dans les diverses contrées de l'Europe, il est venu de toutes parts à votre comité et à plusieurs membres de l'assemblée, mille assurances touchantes de la reconnaissance de ces Français envers des législateurs qui allaient les rendre à une patrie vers laquelle ils n'avaient jamais cessé de tendre les bras.

« J'ai dit de ces étrangers malheureux que ce sont des Français, et c'est leur véritable nom. Oui, Messieurs, ils n'ont jamais cessé de l'être ; votre comité vous propose un article aussi juste que politique qui doit assurer à ces descendants des religionnaires fugitifs le titre de citoyens Français.

« Encore s'il s'agissait de ces cosmopolites qui, étrangers dans tous les pays, ne méritent de trouver nulle part une cité..... Mais lorsque les lois tyranniques ont méconnu les premiers droits de l'homme, la liberté des opinions, et le droit d'émigrer, lorsqu'un prince absolu fait garder, par des troupes les frontières comme les portes d'une prison ; ou fait servir sur les galères, avec des scélérats, des hommes qui ont une croyance différente de la sienne ; certes alors la loi naturelle reprend son empire sur la loi politique, les citoyens dispersés sur des terres étrangères, ne cessent pas un instant aux yeux de la loi, d'appartenir à la patrie

<sup>1</sup> Ouv. cité, p. 14.

qu'ils ont quittée. Cette maxime d'équité honora la législation romaine et doit immortaliser la vôtre.

« Qu'ils viennent donc au milieu de leurs concitoyens, ces êtres malheureux qui gémissent sur un sol étranger, refuge de leurs pères? La patrie n'a jamais cessé de tourner vers eux ses regards affligés, elle a toujours conservé leurs droits, qu'ils se rassurent donc : il est déchiré ce code absurde et sanguinaire que le fanatisme et la cupidité avaient suggéré à des tyrans et les législateurs de la France apprennent enfin à l'Europe toute la latitude qu'il faut donner également à la liberté des opinions religieuses et à l'état civil de ceux qui les professent<sup>1</sup>. »

En conséquence, Barrère propose le décret suivant :

L'Assemblée nationale, ayant reconnu, par son décret du 10 juillet dernier, qu'il était de sa justice de restituer aux représentants des religionnaires fugitifs les biens dont ceux-ci ont été privés dans des temps de troubles et d'intolérance et voulant pourvoir au mode de la restitution déjà ordonnée, après avoir entendu le rapport de son comité des domaines.

Décrète ce qui suit :

#### ARTICLE I.

« Les religionnaires fugitifs et autres dont les biens ont été confisqués pour cause de religion, ou leurs héritiers, sont appelés à recueillir, selon les formes indiquées ci-après, les biens qui se trouvent actuellement dans les mains des fermiers préposés à leur régie.

#### ART. II.

« Ils seront tenus de se pourvoir par simple requête en main-levée desdits biens, dans le délai de *trois années*, à compter du jour de la publication du présent décret, par devant le tribunal de district, dans l'étendue duquel lesdits biens seront situés ; lequel tribunal ne pourra prononcer la main-levée, qu'après communication au procureur général-syndic du département et sur les conclusions du commissaire du roi.

<sup>1</sup> Ouv. cité, p. 18-19.

ART. III.

« Ils joindront à leurs requêtes les titres et pièces propres à établir qu'ils sont les héritiers de celui qu'ils prétendent représenter, et que les biens, par eux réclamés, provenaient de son chef.

ART. IV.

« Lorsque les titres du demandeur en main-levée ne seront pas suffisants pour prouver la parenté et la propriété des biens par lui réclamés, il pourra être admis à compléter cette preuve par enquête, même de commune renommée.

ART. V.

« Tous les titres, baux et documents qui sont au pouvoir de la régie, concernant les biens réclamés, seront communiqués sans déplacer aux parties intéressées qui pourront s'en faire délivrer copie ou extrait sans frais.

ART. VI.

« Ne pourront les demandeurs en main-levée se mettre en possession des biens, en vertu des ordonnances qui l'auront prononcée, qu'après l'avoir fait signifier, tant au régisseur ou à ses préposés qu'aux fermiers et détenteurs desdits biens.

ART. VII.

« Les adjudicataires actuels des biens des religionnaires, à titre de rentes perpétuelles, avec clause résolutoire, seront tenus d'en laisser la libre possession et jouissance à ceux qui en auront obtenu main-levée ; à la charge, par ces derniers, de leur rembourser préalablement les frais de culture, labour et semence, ainsi que le montant des sommes que les adjudicataires justifieront, par des procès-verbaux de visite, devis estimatifs, adjudications de rabais, réceptions d'ouvrages et quittances d'ouvriers, avoir payé, lors de leur entrée en jouissance, aux adjudicataires précédents, pour le parfait rétablissement desdits biens, conformément aux clauses de leur adjudication.

ART. VIII.

« A l'égard des biens des religionnaires fugitifs adjugés à titre de location, ceux qui en obtiendront la main-levée seront obligés d'en entretenir les baux ; et ils en percevront les loyers à compter du jour de leur demande.

Ils pourront en conséquence exercer contre les fermiers toutes les actions résultantes desdits baux, à la charge d'en remplir également toutes les clauses et conditions.

ART. IX.

« Pourront néanmoins, ceux qui auront obtenu la main-levée, faire procéder à la visite des lieux par experts, ou à défaut, nommés d'office ; lesquels estimeront les *réédifications, plantations et améliorations* qui se trouveront à faire auxdits biens ; et ils sont autorisés à compenser le montant de cette estimation jusqu'à due concurrence avec les sommes qu'ils devront rembourser aux adjudicataires, en vertu des dispositions de l'article précédent.

ART. X.

« Dans le cas où le montant des sommes à répéter d'après l'estimation des experts, excéderait le remboursement à faire à l'adjudicataire, celui qui a obtenu la main-levée pourra se pourvoir devant les mêmes juges pour se faire payer le surplus par l'adjudicataire.

ART. XI.

« Les baillistes et adjudicataires des biens appartenant aux religionnaires fugitifs, seront tenus de restituer à ceux qui obtiendront la main-levée de ces biens, le prix des bois et arbres de futaie qu'ils auraient coupés sur ces biens depuis le jour de la publication du décret rendu le 10 juillet dernier, et ceux, à dire d'experts accordés au prix d'office.

ART. XII.

« Les religionnaires fugitifs et autres dont les biens ont été confisqués pour cause de religion et leurs héritiers dont les biens auraient été vendus, ne pourront les revendiquer, mais il leur sera donné main-levée et délivrance des rentes constituées par le gouvernement des deniers provenant de la vente desdits biens.

ART. XIII.

« Tous prétendants-droit à la propriété des biens, dont la main-levée sera accordée, seront tenus de se présenter dans le délai de cinq années, à compter du jour de la publication de la prise de possession desdits biens, prescrite par l'article VI du présent décret.

« Lequel délai courra même contre les mineurs sans aucune espérance de restitution.

ART. XIV.

« Ceux qui se présenteront dans le délai de cinq années ne pourront répéter les fruits de ceux qui auraient obtenu la main-levée, qu'à compter du jour de la demande.

ART. XV.

« Les portions de revenus des biens des religionnaires fugitifs, ci-devant accordés aux dénonciateurs, cesseront de leur appartenir, à compter du premier janvier 1791, et seront soumises à la même régie et comptabilité qui sera établie pour le surplus des autres biens.

ART. XVI.

« Les dons et concessions des biens des religionnaires, faits à titre gratuit, à autres qu'à leurs parents sont révoqués, sans que les donataires et les concessionnaires puissent se prévaloir d'aucune prescription; et néanmoins ils ne seront tenus à aucune restitution des fruits; mais la prescription pourra être opposée par leurs héritiers et successeurs à titre universel qui auraient possédé lesdits biens pendant l'espace de trente ans.

« A l'égard des tiers-acquéreurs et successeurs à titre particulier, ils ne pourront être inquiétés en aucun cas.

ART. XVII.

« Quant aux dons et concessions faits en faveur de parents religionnaires, à quelque degré que ce soit, lesdits parents demeureront en possession des biens, sans préjudice des droits des parents plus proches ou en égal degré, qui viendraient à se présenter dans le délai prescrit par l'article XIV, et ce, à compter, pour eux, du jour de la publication du présent décret, à moins que la question de parenté n'eût été jugée entre eux, par arrêt rendu contradictoirement ou par jugement passé en force de chose jugée.

ART. XVIII.

« Toutes les demandes en main-levée et toutes les instances en restitution des dits biens, qui sont actuellement pendantes au conseil, seront, après la publication du présent décret, renvoyées au tribunal de district de la situation de la majeure partie des biens, pour y être jugées les premières par ordre de leur date.

ART. XIX.

« Il sera dressé incessamment un tableau des biens

saisis sur les religionnaires, et qui sont actuellement compris dans le bail général avec l'énonciation des lieux de leur situation et indication des noms des propriétaires anciens, lequel tableau sera imprimé et envoyé à chaque tribunal de district, pour y être affiché et enregistré.

ART. XX.

« Après l'expiration du délai de trois années fixé pour se pourvoir en main-levée, les biens pour lesquels il ne se sera présenté aucun demandeur en main-levée, seront vendus dans les mêmes formes que les biens nationaux, pour le prix en provenant être placé en capitaux ou déposé dans la caisse de l'extraordinaire, et être restitué sans intérêt aux religionnaires ou à leurs héritiers, dans quelque temps qu'ils se présentent, en justifiant par eux de leur descendance ou titre d'hérédité, suivant les formes ci-dessus.

ART. XXI.

« Les baillistes et autres débiteurs des biens mis en régie ne pourront, sous quelque prétexte que ce soit, se refuser au paiement du prix de leurs baux ou du montant des rentes qu'ils doivent; et ils seront tenus de payer au régisseur général actuel les arrérages échus et à échoir des fermages et rentes jusqu'au jour de la signification de la main-levée qui pourra en être accordée, jusqu'à ce que l'Assemblée nationale ait statué sur le nouveau régime qu'elle se propose d'établir dans cette partie, en attendant la vente desdits biens portée dans l'article précédent.

ART. XXII.

« Toutes personnes qui, nées en pays étranger, descendant en quelque degré, que ce soit d'un français ou d'une française expatriés pour cause de religion, sont déclarées naturels français et jouiront des droits attachés à cette qualité, s'ils reviennent en France, y fixent leur domicile, et prêtent le serment civique.

« Les fils de famille ne pourront user de ce droit sans le consentement de leur père, mère, aïeul ou aïeule, qu'autant qu'ils seront majeurs ou jouissant de leurs droits.

ART. XXIII.

« L'Assemblée nationale charge son président de présenter dans le jour ce décret à la sanction du roi, avec

prière à sa majesté de donner des ordres à tous ses ambassadeurs, ministres, envoyés, résidents, consuls, vice-consuls, ou agents auprès des puissances étrangères, afin que le présent décret soit incessamment connu de toutes les familles françaises, ou descendants de français <sup>1</sup>. »

Le rapport avait été chaleureusement applaudi. par la très grande majorité de l'Assemblée ; le décret fut adopté presque sans discussion dans cette même séance du 9 décembre, présidée par Pétion. M. de Marsanne, à propos de l'art. XVI, proposa un amendement s'opposant à ce que la prescription de trente ans puisse être invoquée par les héritiers de ceux qui ont obtenu des concessions de biens des religionnaires ; il fut écarté par la question préalable.

L'art. XX souleva également quelques objections que Barrère n'eut pas de peine à réfuter.

Le décret, sanctionné par le roi le 15 décembre, fut enregistré par les Directoires de département et les tribunaux de district ; il dut aussi conformément à l'art. XXIII, être porté à la connaissance des différentes puissances par les agents accrédités près d'elles.

On dressa immédiatement, conformément à l'art. XIX, un état <sup>2</sup> des biens confisqués et compris à ce moment dans le bail général.

Le décret fut promulgué au mois de mars 1795. Les requêtes en main-levée ne tardèrent pas à être présentées, Barrère dans son second rapport de 1791 en compte jusqu'à 220. « Aussitôt que la motion en eût été faite, une foule de familles malheureuses de religionnaires fugitifs ou réduits à la plus extrême misère s'adressèrent à moi et

<sup>1</sup> Ouv. cité, p. 20-27.

<sup>2</sup> On relevait sur des feuilles divisées en 9 colonnes tous les renseignements relatifs aux biens en régie : 1° noms des fugitifs ; 2° consistance ; 3° situation ; 4° noms des baillistes ; 5° dates des baux ; 6° prix des baux ; 7° charges ; 8° non-valeurs ; 9° observations.

M. Ph. Corbière a trouvé à Montpellier des états semblables manuscrits de 1780. Cf. Bulletin, t. XII, p. 234, 1863.

me présentèrent diverses questions à résoudre soit sur les familles catholiques qui s'étaient enrichies des dépouilles de leurs infortunés parents protestants, soit sur les diverses concessions que la barbare prodigalité du gouvernement de Louis XIV et de Louis XV avaient faites à titre de récompenses à des sollicitateurs étrangers aux familles des fugitifs. J'eus le bonheur de voir l'effet bienfaisant de cette loi de restitution. Je vis venir de Prusse, d'Angleterre, de Suisse mais surtout de Hollande, un grand nombre de réclamations et des rejetons de ces familles proscrites par la bigoterie d'un roi despote. Jamais loi n'a fait autant d'heureux, elle ramena l'espérance et le bien-être dans des cœurs et des familles qui n'en avaient plus depuis un siècle <sup>1</sup>. »

Certes la reconnaissance et la joie des protestants furent grandes, mais un mot nous semble manquer dans le beau rapport de Barrère, qui fut hautement revendiqué, plus tard, avec moins de justice peut-être. Les *émigrés*, sous Charles X obtinrent un milliard *d'indemnité*. Les protestants n'avaient quitté leur patrie que chassés par les persécutions et n'avaient cessé de lui rester fidèles; quantité d'entre eux ne purent rentrer en possession de leurs biens, le mot d'indemnité ne fut pas prononcé à la Constituante.

---

<sup>1</sup> *Mémoires de Barrère*, par Hippolyte Carnot, t. I, p. 316.



## Conclusion

---

Nous n'avons pas la prétention de juger dans son ensemble l'œuvre de la Constituante, mais il nous est impossible de ne pas témoigner notre admiration profonde de ce magnifique épanouissement de liberté de la Révolution à son aurore. « Il est, avaient dit les cahiers de Toul, une monnaie idéale, mais puissante, bien précieuse et bien chère dans un royaume comme la France : c'est le trésor de l'honneur, trésor inépuisable, si l'on sait y puiser avec sagesse. Les Etats généraux rendront au peuple et à la postérité un service signalé s'ils trouvent moyen de refrapper cette monnaie nationale. » Les Constituants ne furent pas inférieurs à leur tâche, ils accomplirent fidèlement leur mandat ; la monnaie qu'ils ont frappée rend un son clair et pur.

Les protestants bénéficièrent dans une large mesure de cette éclosion spontanée de sentiments généreux et enthousiastes de tout un peuple naissant à une vie nouvelle. Ils étaient au ban de la nation, la Constituante leur rendit leur qualité de Français et de citoyens, dépouillés, elle les fit rentrer en possession de leurs biens, persécutés pour leur foi, elle leur permit d'adorer Dieu suivant leur conscience. Leur reconnaissance ne connut pas de bornes, le contraire seul eût été injuste.

Il se trouva parmi ces hommes ivres de justice et de liberté des prêtres et des nobles qui tentèrent de ramener la France en arrière et de barrer, au nom de la religion, la route à la liberté.

Quelques années plus tard ils étaient persécutés à leur tour, l'échafaud les moissonnait et bon nombre d'entre eux montraient, en mourant avec dignité, que le sanctuaire de la conscience est inviolable et qu'il vaut la peine d'en défendre jalousement l'entrée, même au prix de sa vie. Ce fut pour conquérir le droit le plus sacré, celui de la liberté de conscience, que les protestants bravèrent les prisons, les galères et les bûchers, ce fut pour conserver à leur tour ce même droit qu'ils avaient dénié à leurs frères dans la foi que les catholiques quittèrent alors les cathédrales pour adorer aussi librement et avec autant de dangers qu'au « Désert, » dans les caves et dans les endroits cachés, le Dieu de leur conscience !

Tant il est vrai, qu'à moins de retours terribles, une séparation nette s'impose dans tout état, quel qu'il soit, celle des questions civiles et des questions religieuses.

Le protestantisme était né de la liberté, c'est l'esprit de la liberté qui anima ses adeptes ; nous pouvons revendiquer hautement le langage des protestants à la Constituante. Rabaut de Saint-Etienne demandait la liberté pour tous, catholiques, juifs et protestants et lorsqu'elle eut fait place à l'anarchie il termina sa carrière par ces nobles paroles prononcées en pleine Terreur : « Je suis las de ma part de despotisme, je soupire après le moment où vous aurez créé un tribunal qui me fasse perdre les formes et la contenance d'un tyran. » Il n'est en effet pas d'autre

thèse libérale que celle qui revendique indistinctement la liberté pour tous, adversaires et amis.

Nous jouissons de la liberté qui coûta à nos pères des siècles de persécution pendant lesquels l'histoire de leur foi, écrite en lettres de sang, forme les plus belles pages de nos annales religieuses ; puisse-t-elle nous apprendre le respect absolu de la conscience, la haine de toute oppression religieuse et le désir de servir toujours plus fidèlement celui qui les soutint !

Vu :

*Le Président de la soutenance,*

G. BONET-MAURY.

Vu pour le Doyen :

*L'Assesseur :*

E. MÉNÉGOZ.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*

GRÉARD.

---

# Table des matières

---

|                   | Pages |
|-------------------|-------|
| Introduction..... | 7-20  |

## CHAPITRE PREMIER

|                               |       |
|-------------------------------|-------|
| La liberté de conscience..... | 21-46 |
|-------------------------------|-------|

## CHAPITRE II

### RESTITUTION DE LA CAPACITÉ PERSONNELLE.

|                                                               |       |
|---------------------------------------------------------------|-------|
| § 1. Etat civil des protestants.....                          | 47-49 |
| § 2. Nationalité des descendants réfugiés .....               | 49-50 |
| § 3. Admissibilité des protestants à tous les<br>emplois..... | 50-52 |

## CHAPITRE III

|                                        |       |
|----------------------------------------|-------|
| Restitution des biens confisqués ..... | 53-67 |
| Conclusion.....                        | 69-71 |

---



